



Numéro 35

Mai 2024

Sujets de préoccupation sur le plan international

Besoin urgent de s'opposer à la militarisation du monde par les États-Unis

Des actions militantes à Ottawa pour dénoncer le Salon de l'armement

- **L'exercice militaire Tradewinds menace la paix dans les Caraïbes**
– *A.T. Freeman* –
- **Échec répété des tentatives de «s'assurer que l'Ukraine l'emporte»**
- **La République populaire démocratique de Corée accuse les États-Unis et leurs alliés de déstabiliser la région**

La finance mondiale dans la tourmente

- **Vol des avoirs russes**
- **S'accrocher à n'importe quoi pour attaquer la Chine**
- **Sous la dictature des oligarques financiers, la fraude est omniprésente**

Grande-Bretagne

- **Le gouvernement britannique persiste à adopter une loi raciste inhumaine pour expulser les migrants et réfugiés**
- **Un gouvernement en désarroi, sans aucune perspective d'avenir**
 - **Cinquante ans après les élections de février 1974**

Cuba

- **Retirez Cuba de la liste de pays qui soutiennent le terrorisme!**
– *Association d'Amitié Outaouais-Cuba* –
- **Les États-Unis doivent, une bonne fois pour toutes, radier Cuba de la liste des États censément commanditaires du terrorisme international**
– *Déclaration du ministère cubain des Relations extérieures* –

Haïti

- **Les retards dans le déploiement de la police kenyane montrent les intentions malveillantes de l'ingérence étrangère**

Inde

- **Des élections qui ne résoudre rien**

Tribunal international des peuples sur les crimes de guerre aux Philippines

- **Les gouvernements américain et philippin reconnus coupables de crimes de guerre et de violations du droit international humanitaire**

Besoin urgent de s'opposer à la militarisation du monde par les États-Unis

Des actions militantes à Ottawa pour dénoncer le Salon de l'armement



Deux actions militantes se sont déroulées le 29 mai pour dénoncer la complicité de l'industrie de l'armement avec le génocide et pour dire non aux industries qui profitent de la guerre aux dépens de vies humaines et de la paix mondiale. La première action a eu lieu devant la foire aux armes de CANSEC et la deuxième sur la colline du Parlement.

L'action du matin, qui a débuté à 7 heures devant le Centre EY, a été un succès retentissant. Au coeur de l'action cette année était la revendication du peuple palestinien et des peuples du monde que fin soit mise au génocide à Gaza et pour une Palestine libre. Quelques jours avant la tenue de la foire CANSEC, la PDG de l'Association des industries canadiennes de la défense et de sécurité (AICDS) a dit en entrevue ce qu'elle pensait des manifestations prévues pour le 29 mai. Elle a dit que la foire attirait toujours les protestations en raison « du genre d'affaires que nous brassons ». Sans blagues ! « Avec les renseignements que nous avons recueillis, le plan que nous envisageons devrait faire en sorte que nos délégués pourront évoluer dans un environnement sécuritaire et agréable », a-t-elle dit.

Le plan en question, en plus d'une augmentation considérable de forces policières, semble avoir été

d'empêcher les manifestants d'interrompre le programme de CANSEC, ce qu'ils réussissent à faire chaque année en marchant lentement devant l'entrée, forçant les autos à entrer au compte-goutte, refoulant ainsi la circulation sur plusieurs kilomètres. Cette année, des manifestants sont allés directement dans la rue et ont complètement bloqué la circulation. La police, agitée, semblait sur le point d'intervenir, mais a finalement encouragé les participants à CANSEC à prendre une route alternative, les redirigeant vers une autre entrée où, profitant des feux de circulation et d'un passage pour piétons, les manifestants ont réussi tout de même à ralentir la circulation, accueillant les gens arrivant en auto ou à pied avec les cris : « Honte à vous ! », « Vos armes tuent les enfants de Gaza ! » et « Non aux armes pour le génocide ! ».





Piquetage matinal devant le site de CANSEC, 29 mai 2024

L'orateur principal à la foire d'armes était le ministre de la Défense Bill Blair, qui a annoncé des milliards de dollars en contrats d'entraînement et d'équipement pour les forces armées. Il a dit : « La voie du gouvernement est très claire maintenant, l'année prochaine nos dépenses militaires vont augmenter de 27 %. » Visiblement fier des liens entre le gouvernement, l'industrie de guerre et les États-Unis/OTAN, Bill Blair a affirmé qu'il était confiant que le Canada allait « surpasser la cible de 2 % fixée par l'OTAN ». « Je suis très confiant et je peux affirmer auprès de nos alliés de l'OTAN, nos partenaires américains, que le Canada augmente fortement ses dépenses pour la défense. Nous allons faire ce qu'il faut. »

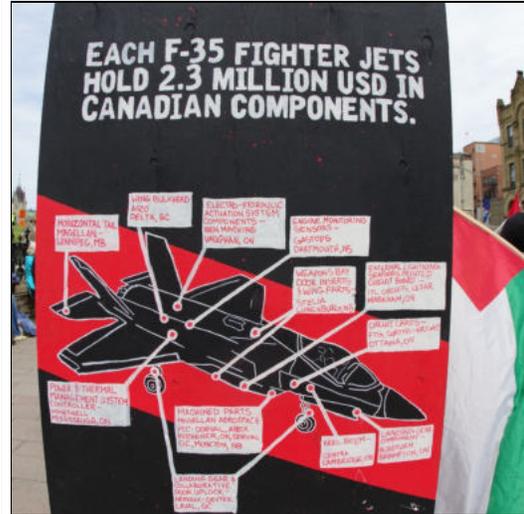
Blair a aussi annoncé un contrat de 1,2 milliards de dollars pour améliorer les plateformes d'entraînement pour l'armée ainsi que pour un nouveau parc de 1 500 véhicules logistiques de Dynamics Land Systems Canada et Marshall Canada pour « les opérations de secours en cas de catastrophe au pays et les opérations à l'étranger ».

Il y a eu plusieurs arrestations au cours de l'action. Une jeune femme a été arrêtée alors qu'elle tentait de s'occuper de sa soeur qui avait été agressée par un homme entrant au centre. Les blessures de la jeune femme ont nécessité qu'elle soit transportée à l'hôpital par ambulance. Les organisateurs ont exigé la libération immédiate des personnes arrêtées et en fin de journée la plupart d'entre elles avaient été libérées, certaines ayant été accusées de « méfait ».



L'action du matin a été suivie d'une manifestation à midi devant le parlement et une marche dans les rues du centre-ville d'Ottawa, y compris devant l'ambassade israélienne. Les manifestants ont fermement exprimé leur appui à la Palestine, leur opposition à CANSEC et leur demande que fin soit mise au commerce des armes avec Israël et qu'une enquête publique soit instituée sur les activités de l'AICDS, l'organisatrice de CANSEC.





Les obligations du Canada de mettre fin au commerce des armes avec Israël



Des experts du Conseil des droits de la personne de l'ONU ont affirmé dans un communiqué de presse le 23 février que tout transfert d'armes ou de munitions à Israël pouvant être utilisées à Gaza est en toute vraisemblance une violation du droit humanitaire international et qu'il doit cesser immédiatement : « Tous les États doivent 'veiller au respect' du droit humanitaire international par les parties à un conflit armé, en vertu des Conventions de Genève de 1949 et du droit international coutumier, ont-ils dit. Les États doivent par conséquent cesser de transférer des armes et des munitions – ou en partie – s'il est raisonnable de penser, en raison de faits et de comportements antécédents, qu'elles seront utilisées en violation du droit international. »

Ils ont souligné que les États parties au Traité du commerce des armes ont des obligations de traité supplémentaires. Ils doivent cesser les exportations d'armes s'ils « savent » que les armes «

pourraient » être utilisées pour commettre des crimes internationaux ou s'il y a un « risque vraisemblable » que les armes transférées « pourraient » être utilisées pour commettre de graves violations du droit international. Ils ont ajouté qu'un embargo d'armes contre Israël est encore plus urgent depuis que la Cour internationale de justice a déterminé le 26 janvier qu'il y a un risque vraisemblable de génocide à Gaza. Ils ont souligné que de graves torts continuent d'être commis contre la population civile depuis ce jugement et que les représentants des États impliqués dans l'exportation d'armes doivent être tenus criminellement responsables d'aide et d'incitation à des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des actes de génocide.

Plusieurs des organisations ayant participé aux actions pour « fermer CANSEC » appellent à une enquête publique sur le commerce d'armes du Canada. Le groupe Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient affirme que les Canadiens méritent des réponses à leurs questions sur l'exportation d'armes du Canada vers Israël. La Ligue internationale des luttes des peuples (ILPS) appelle à une enquête populaire sur l'industrie des armes au Canada et à rendre le Canada redevable de son appui à CANSEC, de son commerce des armes en cours avec Israël et de son appui à l'agression et à la guerre menées par les États-Unis.



L'exercice militaire Tradewinds menace la paix dans les Caraïbes

– A.T. Freeman –

Du 4 au 16 mai, le 39e exercice militaire annuel Tradewinds s'est déroulé à la Barbade, sous l'égide de la Force de défense de la Barbade (BDF) et du Commandement Sud des États-Unis (SOUTHCOM). L'exercice de cette année, baptisé Tradewinds 2024, a impliqué plus de 1 600 militaires de 26 pays participants, ainsi que des représentants de diverses organisations régionales.

Outre les États-Unis, qui ont dirigé l'exercice, les participants venaient de la plupart des pays des Caraïbes, à l'exception de Cuba, des anciennes puissances coloniales européennes (Royaume-Uni, France et Pays-Bas), du Canada et des pays d'Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie, Pérou et Mexique).

Les organisations régionales des Caraïbes suivantes ont également participé : le Secrétariat de la CARICOM, le Système de sécurité régional (RSS), l'Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA), l'Agence de mise en oeuvre de la CARICOM pour la criminalité et la sécurité (IMPACS), l'Agence de supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile (CASSOS) et l'Agence caribéenne de santé publique (CARPHA). La liste des participants donne un aperçu de la nature globale de cet exercice militaire.

Tradewinds 2024 fait partie des exercices mondiaux à grande échelle de l'état-major interarmées des États-Unis pour 2024 et est décrit par le SOUTHCOM comme « un exercice d'entraînement multidimensionnel centré sur les Caraïbes et axé sur les domaines terrestre, aérien, maritime et cybernétique ». Étant donné la nature de l'exercice militaire, il n'est pas surprenant qu'il ait impliqué du personnel des garde-côtes américains, de l'armée américaine, du corps des marines américains, de l'armée de l'air américaine, de la marine américaine et des éléments du commandement des opérations spéciales des États-Unis (Sud).

Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef d'état-major des forces de défense de la Barbade (BDF), le commodore Errington Shurland, a déclaré que « cette année, l'accent est mis sur les interactions militaires avec l'étranger, les opérations maritimes, la sécurité au sol et les exercices d'entraînement sur le terrain à l'appui du plan de campagne du SOUTHCOM ». Cela souligne le fait que Tradewinds 2024 ne vise pas à protéger la population des Caraïbes, mais à soutenir les plans militaires du Commandement Sud des États-Unis dans la région.

L'exercice militaire Tradewinds, qui a eu lieu pour la première fois en 1984, fait lui-même partie du dispositif militaire/sécuritaire que les États-Unis ont mis en place dans la région depuis l'invasion de la Grenade en 1983. Ce dispositif vise à garantir que les révolutions ne se reproduiront pas dans la région et que les peuples des Caraïbes resteront dans la boîte dans laquelle les puissances esclavagistes et coloniales nous ont enfermés au cours des 400 dernières années. Il montre également le fait que les soi-disant forces de défense de la région ne sont pas là pour protéger les habitants des Caraïbes, mais sont des versions modernes des anciens régiments antillais mis sur pied par les puissances européennes pour défendre les richesses de leurs plantations contre les Africains réduits en esclavage et les puissances coloniales rivales. Ces exercices servent les États-Unis et leurs alliés colonialistes, et non les citoyens des pays des Caraïbes.

Au moment même où se déroulait l'exercice Tradewinds, les États-Unis intensifiaient leur militarisation générale de la région. S'exprimant sur *BreakThrough News*, le professeur Jemima Pierre, qui est haïtienne, a souligné que les États-Unis ont déjà fait atterrir neuf vols militaires en Haïti, et qu'ils s'attendent à ce qu'il y en ait une centaine d'autres. Elle a ajouté que ces vols font partie du plan américain de construction d'une base militaire en Haïti pour abriter la force d'invasion qu'ils ont sous-traitée au Kenya et à d'autres États de la CARICOM et que l'occupation militaire actuelle fait partie d'un plan décennal des États-Unis pour l'assujettissement d'Haïti.

Comme si cela ne suffisait pas, les États-Unis militarisent également la Guyane et utilisent ce pays comme base pour menacer le Venezuela. Au milieu de Tradewinds 2024, l'ambassade américaine en Guyane a gazouillé que deux avions de la marine américaine, des F/A-18F Super Hornets, ont survolé la capitale de la Guyane, Georgetown, et les zones environnantes. C'est à ce moment-là que des rumeurs persistantes ont fait état de l'intention du SOUTHCOM d'établir une base militaire en Guyane. Le gouvernement vénézuélien a réagi en dénonçant les actions des États-Unis, le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Yvan Gil, les décrivant comme « une nouvelle preuve des provocations faites au Venezuela par le Commandement Sud des États-Unis ».

La militarisation continue des Caraïbes par les États-Unis constitue une grave menace pour la paix dans notre région et risque réellement de la plonger dans un bain de sang. Elle ne sert pas les intérêts des peuples caribéens. Elle constitue une attaque directe contre la déclaration de 2014 de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) que les Caraïbes doivent rester une zone de paix.

La déclaration notait que « la paix est un bien suprême et une aspiration légitime de tous les peuples et la préservation de la paix est un élément substantiel de l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes et un principe et une valeur commune de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) ». Elle affirmait un « engagement permanent à résoudre les différends par des moyens pacifiques dans le but d'éradiquer à jamais la menace ou l'utilisation de la force dans notre région ».

Ces principes doivent être activement défendus pour empêcher les États-Unis de mettre le feu à notre maison commune par leur militarisation incessante.

***L'armée américaine hors des Caraïbes !
Mettez fin à l'exercice militaire Tradewinds !
Non à l'invasion d'Haïti !
Pour un règlement pacifique du différend frontalier entre la Guyane et le Venezuela !***

(Organisation caribéenne pour l'émancipation des peuples, 22 mai 2024. Traduit de l'anglais par LML.)



Échec répété des tentatives de «s'assurer que l'Ukraine l'emporte»



Dans ce que les médias ont qualifié de « mauvais présage pour Zelensky », le secrétaire d'État américain Antony Blinken a effectué une « visite surprise » à Kiev les 14 et 15 mai. Cette visite a eu lieu au moment où les forces armées ukrainiennes battent en retraite à Kharkiv et à Donetsk. Les communiqués de presse du département d'État américain ne disent pas grand-chose sur le contenu des discussions que Blinken a eues avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky et d'autres représentants du gouvernement, tandis que les analystes russes notent que la visite de Blinken a coïncidé avec l'expiration du mandat présidentiel de Zelensky. Aucune nouvelle élection n'est actuellement prévue en Ukraine, mais la constitution du pays limite à cinq ans le mandat du président, qui ne peut être prolongé qu'à l'occasion d'élections nationales.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est également rendu à Kiev à la fin du mois d'avril. Les médias parlent tous des défaites et des difficultés rencontrées par les forces ukrainiennes sur l'ensemble du front, mais surtout dans la région de Kharkiv. Un général ukrainien responsable des défenses, qui aurait été submergé par une offensive surprise russe dans la région nord-est de Kharkiv, a été démis de ses fonctions le 13 mai, « alors que les hauts fonctionnaires de Kiev ont promis que des masses d'hommes et d'armes étaient déployées pour contenir le succès du Kremlin ». Kiev affirme qu'elle « envoie au combat des milliers de réservistes vétérans dirigés par un général de haut rang pour tenter de contenir l'accaparement de terres par la Russie le plus réussi depuis les premiers jours de la guerre », rapporte une agence de presse.

Le 13 mai, lors du sommet de la jeunesse 2024 de l'OTAN, Jen Stoltenberg a évoqué le rôle de l'OTAN dans la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. « La première chose que je dirai, c'est qu'il faut d'abord s'assurer que l'Ukraine l'emporte. Car si l'Ukraine ne l'emporte pas, il n'y aura rien à reconstruire dans une Ukraine libre et indépendante », a écrit l'OTAN sur X. Il semble que tout ce dont a parlé M. Stoltenberg ait été nuancé par des déclarations sur la tâche immédiate de l'OTAN consistant à « s'assurer que l'Ukraine l'emporte ».

Le département d'État américain rapporte qu'Anthony Blinken a rejoint sur scène un groupe rock dans un bar de Kiev, jouant et chantant *Rockin' in the Free World*. Il indique également qu'il a prononcé un discours optimiste sur l'avenir de l'Ukraine à l'Institut polytechnique de Kiev, dans lequel il a abordé trois thèmes généraux. Premièrement, les États-Unis et l'OTAN sont déterminés à fournir à l'Ukraine le matériel militaire, les armes et les munitions dont elle a besoin pour vaincre l'opération spéciale de la Russie en Ukraine. « Nous contribuons à faire en sorte que l'Ukraine dispose des forces armées dont elle a besoin pour réussir sur le champ de bataille », a-t-il déclaré. Il a également souligné l'importance de la nouvelle loi sur la conscription adoptée par l'Ukraine afin de fournir davantage de chair à canon pour la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN. Ensuite, il a dit que les États-Unis veilleraient à ce que l'économie ukrainienne « ne se contente pas de survivre, mais prospère ». Enfin, il a évoqué les efforts déployés par les États-Unis et l'Union européenne pour « aider le peuple ukrainien à réaliser pleinement ses aspirations démocratiques », ce qui, a-t-il reconnu, est une tâche herculéenne étant donné que « huit Ukrainiens sur dix croient encore qu'il y a un ensemble de lois pour les élites et un autre pour tous les autres ».

Des commentateurs russes, qui ne sont pas connus pour commenter la stratégie militaire de la Russie, ont déclaré que l'objectif de l'offensive russe dans la région de Kharkiv était de dégager une zone tampon pour protéger la ville russe de Belgorod contre d'autres attaques de missiles de la part des forces ukrainiennes. La force russe est composée de 30 000 soldats. Kharkiv est la deuxième ville d'Ukraine.



Les visites successives du secrétaire général de l'OTAN et du secrétaire d'État américain laissent entendre que les États-Unis et l'OTAN craignent que leur guerre par procuration en Ukraine ne soit confrontée à un effondrement catastrophique des forces armées ukrainiennes. L'ancien inspecteur en désarmement de l'ONU, Scott Ritter, également ancien officier de renseignement des Marines, a récemment expliqué : « À l'heure actuelle, selon le modèle de guerre d'usure, l'Ukraine perd environ 1 500 soldats par jour. Ce chiffre augmente maintenant parce que la Russie a étendu ses opérations à la région de Kharkiv. On peut donc s'attendre à ce que ce chiffre dépasse facilement les 2 000 par jour.

« Ce que les Ukrainiens ont dû faire, c'est retirer des réserves et des forces d'autres fronts, y

compris le front de Kharkiv et le front d'Odessa, pour venir sur le champ de bataille où elles ont été éliminées, ou elles ont été usées et il n'y a pas de remplaçants. [...] Ce qui va se passer, c'est que l'Ukraine sera obligée de retirer des réserves de la région de Kiev et d'Odessa, pour aller à Kharkiv afin de combler ce fossé. Pendant ce temps, les Russes lanceront une deuxième attaque majeure quelque part dans la région de Zaporozhye, et les Ukrainiens se retrouveront devant un dilemme classique : s'ils vont au nord, ils perdent, s'ils vont au sud, ils perdent, s'ils restent au milieu, ils perdent – il n'y a pas de bonne option pour eux. » L'auteur ajoute que « nous assisterons alors à l'effondrement total de l'armée ukrainienne » et au « retrait rapide au-delà du fleuve Dniepr » pour mettre en place une nouvelle ligne de défense. L'auteur est d'avis que les Ukrainiens ne sont pas en mesure d'accomplir cette tâche.



La République populaire démocratique de Corée accuse les États-Unis et leurs alliés de déstabiliser la région

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a récemment publié deux déclarations condamnant les États-Unis et certains de leurs « alliés » qui s'autoproclament responsables de l'application des sanctions contre la RPDC et déstabilisent la situation dans la région.

Le 12 mai, le chef de la section de la politique extérieure du ministère des Affaires étrangères de la RPDC a publié le communiqué de presse qui se lit : « Les alliés des États-Unis ont récemment fait de l'ingérence militaire dans la région Asie-Pacifique sous le prétexte de surveiller la violation des 'sanctions' de l'ONU, aggravant ainsi l'instabilité de la situation régionale. » Il poursuit en disant que « le Royaume-Uni a organisé un exercice d'opération navale avec la République de Corée en envoyant ses forces navales dans les eaux entourant la péninsule coréenne, en parlant de la mise en oeuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur les sanctions contre la RPDC » et que « le Canada projette de déployer un avion de patrouille maritime sur une base militaire japonaise pour surveiller les eaux entourant la péninsule coréenne ».



Le Canada a annoncé qu'il déploierait un avion de patrouille au Japon pendant un mois, de début mai à début juin, pour contribuer à l'application des sanctions américaines contre la RPDC. Il s'agit d'une politique cruelle qui entraîne de graves difficultés humanitaires et menace de guerre le peuple coréen.

L'Allemagne, la France et la Nouvelle-Zélande ont également envoyé leurs navires de guerre et leurs avions de combat dans la région Asie-Pacifique, y compris dans les eaux entourant la péninsule coréenne, l'un après l'autre cette année, empiétant sur les intérêts de sécurité des pays de la région et faisant monter la tension militaire. Un navire de guerre australien, envoyé dans les eaux

de la péninsule coréenne, a déployé un hélicoptère militaire pour menacer la sécurité maritime et aérienne des pays voisins, créant ainsi la possibilité d'un dangereux conflit armé. La Chine a vivement protesté contre l'action des militaires australiens. Le ministère chinois des Affaires étrangères a accusé l'Australie de s'approcher « à courte distance de l'espace aérien de la Chine » et de mettre en danger sa sécurité « au nom de l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».



La finance mondiale dans la tourmente

Vol des avoirs russes

Les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont gelé 300 milliards de dollars de richesse sociale russe en Europe et aux États-Unis. Deux cents milliards de dollars en fonds sont actuellement entre les mains du dépositaire central de valeurs mobilières Euroclear en Belgique, 6 milliards sont aux États-Unis et le reste est réparti un peu partout en Europe. Les États-Unis et son vassal le Canada, dirigé par la ministre des Finances Chrystia Freeland, veulent tout simplement confisquer la propriété privée appartenant aux Russes et s'en servir principalement pour acheter des armes pour la guerre par procuration perdue d'avance des États-



Unis et l'OTAN en Ukraine contre la Russie. Ils font pression sur les autres membres du cartel du G7 des pays impérialistes pour qu'ils appuient cette décision, mais font face à la résistance venant non seulement de certains pays membres mais aussi du Fonds monétaire international et de la Banque centrale d'Europe. Leurs adversaires font appel à l'évidence même – que cette saisie mine la confiance dans le système financier international impérialiste sous leur contrôle, réduit les investissements étrangers et met directement en péril leurs propriétés privées en Russie.

Un vol est un vol. Le vol de propriété privée par ceux qui ont saisi le contrôle du système et des arrangements qui sont là pour défendre la propriété privée est un signe indéniable que l'inviolabilité de la propriété privée n'existe plus. Cela occasionne une tourmente sans fin dans les finances mondiales et avec raison.

Les signes d'un tollé contre l'attaque ayant pour cible la richesse sociale de la Russie sont visibles. Le président russe Vladimir Poutine a récemment signé un décret autorisant les autorités russes à préparer des « directives » pour la saisie de propriétés étrangères en réponse au vol de propriétés russes à l'étranger[1]. En réponse à la tourmente, la Chine se désinvestit des obligations américaines et augmente ses dépôts d'or[2]. Plusieurs pays contournent le contrôle financier du commerce mondial dominé par les États-Unis en ayant recours à des monnaies nationales pour s'acquitter de leurs dettes ainsi qu'à des méthodes toutes récentes pour transférer des fonds à l'échelle internationale, libres du contrôle des impérialistes américains et européens.

L'économie socialisée mondiale, de pair avec les développements massifs grâce à la révolution scientifique et technique, ont rendu la propriété privée des moyens de production archaïque. Les intérêts privés et l'objectif intéressé de quelques-uns dans la propriété et le contrôle des forces productives socialisées sont maintenant superflus au développement, menant sur le plan intérieur et mondial à la destruction des forces productives par le biais de mesures antisociales internes et de

guerres de destruction sur le plan international, occasionnant le déplacement massif des populations et les catastrophes naturelles et sociales.

Les efforts d'un nombre infime d'intérêts privés pour contrôler les moyens de production mondialement, fonctionnant par le biais d'oligopoles et de leurs cartels et coalitions qui ont usurpé le pouvoir d'État, a mis à risque les intérêts collectifs et la sécurité de toute l'humanité.

La tourmente du système financier mondial, la guerre par procuration de l'OTAN en Ukraine, le génocide commis par les États-Unis et les sionistes en Palestine, l'encerclement militaire de la Chine et de la RPDC par les États-Unis et d'autres actes du même ordre sont autant de mises en garde aux peuples de la nécessité d'élargir et de renforcer la lutte pour façonner de nouveaux arrangements mondiaux au sein du peuple, qui ne sont pas fondés sur la propriété privée, celle-ci n'étant plus sacrée, ni sur l'exploitation, mais sur le facteur humain/conscience sociale.

Notes

1. Les États-Unis et leurs alliés discutent présentement de comment utiliser les fonds issus des près de 300 milliards d'avoirs russes souverains qu'ils ont gelés pour financer la guerre par procuration des États-Unis/OTAN contre la Russie en Ukraine. Même parmi les vassaux des États-Unis, il y en a qui considèrent que c'est là un acte risqué car l'ensemble de la propriété privée est passible de confiscation, y compris la leur. C'est en effet ce qui se passe en Russie où le président Poutine prépare le terrain pour la confiscation de propriétés américaines, canadiennes et européennes en Russie, en représailles de la saisie de propriétés russes.

Selon des rapports de RT, « Moscou pourrait saisir les propriétés appartenant à des entités et des citoyens liés aux États-Unis en Russie, si jamais Washington envisageait de confisquer des avoirs russes à l'étranger, selon un décret signé par le président Vladimir Poutine jeudi. Le document publié par le Kremlin décrit un futur mécanisme qui permettrait de pallier les dommages causés par les États-Unis en saisissant la propriété appartenant aux États-Unis eux-mêmes ou leurs entités associées. Le gouvernement et la banque centrale russes serait habilités à demander réparation aux tribunaux russes pour de telles pertes.

« Ceux qui pourraient être visés par de telles actions contre leurs avoirs sont les citoyens des États-Unis ou ceux qui résident au pays, ou ceux qui font le gros de leurs affaires ou engendrent le plus gros de leurs profits en Russie. La propriété de gens 'sous le contrôle' de tels individus seront aussi redevables, sans égards à leur nationalité ou leur lieu de résidence.

« Les tribunaux pourront accorder une compensation sous forme de propriété physiquement présente en Russie, de placements dans des entreprises enregistrées en Russie et de droits de propriété. Une commission gouvernementale sera responsable de compiler la liste de tous ceux qui pourraient être visés pour réparations. Le décret de Poutine donne quatre mois au gouvernement pour préparer le cadre juridique du mécanisme et soumettre les propositions pertinentes au parlement pour examen. »

Le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et de nombreux pays en Europe ont aussi émis des mises en garde contre la saisie de la richesse sociale russe. Ils disent qu'une telle action met en danger le système financier mondial et les investissements faits en fonction de l'inviolabilité et des droits juridiques de la propriété privée. Certains proposent plutôt une taxe spéciale sur les profits engendrés par les avoirs gelés pour financer la guerre par procuration. Le gouvernement russe répond à ces mesures en affirmant qu'il considère que toute forme d'expropriation est un vol et il s'est engagé à des représailles du tac au tac à la défense des droits de propriété de ses citoyens.

2. La Chine se débarrasse d'une quantité sans précédent d'avoirs en dollars américains selon les plus récentes données du département du Trésor américain. Le gouvernement chinois a vendu pour 53,3 milliards de dollars en obligations du Trésor américain et en obligations gouvernementales au cours du premier trimestre de 2024, mettant en lumière l'abandon du pays des avoirs en USD. Au cours de la même période, le gouvernement chinois a augmenté son achat d'or et d'autres produits.

Reuters rapporte que certains analystes ont laissé entendre que cette réduction de réserves de devises étrangères ferait partie d'une stratégie plus large de la Chine visant à diversifier ses devises et à s'éloigner des avoirs en USD en raison des tensions géopolitiques accrues avec les États-Unis. D'autres soulignent les importantes répercussions économiques des sanctions américaines contre la Russie et la Chine et le gel de 300 milliards de dollars d'avoirs russes et leur possible expropriation, disant que la Chine cherche à atténuer ces risques.

« Les agissements des États-Unis et d'autres pays du G7 envers les réserves russes, y compris les menaces d'expropriation et de sanctions, ont sans doute incité la Chine à réduire ses liens avec le Trésor américain afin d'éviter d'être ciblée à son tour », a dit Craig Shapiro de LaDuc Trading, à *Newsweek*, invoquant la saisie des avoirs russes.

Selon *Newsweek* : « La Chine est le deuxième plus important détenteur de titres du Trésor américain après le Japon et elle pourrait vraisemblablement déstabiliser le marché du Trésor et faire augmenter les coûts d'emprunt des États-Unis, selon certains économistes. 'Alors que la Chine vend les deux, en dépit du fait que nous sommes plus près d'un cycle de taux fédéraux à la baisse, il faut s'attendre à une intention claire de se diversifier loin des réserves en dollar', a dit Stephen Chiu, principal stratéguiste en taux et devises étrangères pour Bloomberg Intelligence. Alors que la Chine vend ses avoirs en USD, ses avoirs en or ont augmenté dans les réserves officielles du pays. La part du précieux métal en réserves a augmenté à 4,9 % en avril, la plus importante augmentation depuis que les taux records ont commencé en 2015, selon la Banque populaire de Chine. »



S'accrocher à n'importe quoi pour attaquer la Chine

Le gouvernement des États-Unis et certains cartels de fabricants d'automobiles mondiaux accusent les fabricants d'automobiles chinois de surproduire de nouveaux véhicules électriques (NVE) et de faire du dumping à prix réduits sur les marchés américains. Dans un article publié par l'agence de nouvelles chinoise Xinhua, les auteurs réfutent cette accusation au sujet de la « surcapacité des Chinois » et disent qu'elle est « fallacieuse et dangereuse ». Ils affirment : « La rhétorique de la 'surcapacité' ne reflète pas les faits et les principes économiques les plus fondamentaux. »

Selon Xinhua, la production de NVE en Chine était de 9,59 millions d'unités en 2023. De ces NVE, 8 339 200 ont été vendus sur le marché domestique, 1 150 800 ont été exportés et vendus à l'étranger, et 100 000 n'ont pas été vendus. Seulement quelques milliers de NVE produits en Chine ont été vendus aux États-Unis au cours de l'année.

Le raisonnement des États-Unis semble être que les Chinois produisent tous les NVE vendus à l'étranger et que les autos non vendues sont le résultat de la surproduction sur le marché chinois. Mais ce raisonnement ne tient pas la route puisqu'aucun produit de quelque quantité que ce soit n'est fabriqué dans un grand pays uniquement pour le marché domestique. En fait, la plupart des fabricants d'automobiles en Chine ont des liens de propriété, financiers et autres avec les fabricants mondiaux. Tesla, un fabricant mondial de NVE, dont le siège social est aux États-Unis mais qui a une importante capacité de production en Chine, détenait 30 % des ventes de NVE en Chine en 2023 et s'en sert comme tremplin pour multiplier ses ventes à l'échelle mondiale.

Soyons clair. Le gouvernement des États-Unis et la plupart des économistes officiels utilisent le terme « surproduction » de façon étroite par rapport au marché et à la relation entre la production et les ventes, d'une part, et la demande de certains produits, de l'autre. La course au profit maximum de ceux qui contrôlent l'économie impérialiste les incite souvent à produire au-delà de ce qui est nécessaire en ventes ou encore pour inonder le marché afin d'éliminer les concurrents. En ce sens, la surproduction peut occasionner des faillites ou même des crises économiques généralisées lorsque, pour une raison ou une autre, il y a une baisse de la demande. La manipulation de ce terme pour attaquer d'autres fabricants est due aux antagonismes entre forces compétitives et à une

fixation sur leur propres intérêts privés, et non à la recherche d'un nouvel objectif et d'une nouvelle direction pour l'économie dans le sens de servir le peuple, de résoudre les problèmes et d'humaniser l'environnement social et naturel.

Lorsque les intérêts privés étroits produisent pour le marché mondial en rivalité avec les autres producteurs mondiaux, ceux qui contrôlent l'économie impérialiste mettent le succès de leurs propres intérêts privés en premier et non le mieux-être de l'économie, du peuple ou de la Terre Mère. Ils cherchent d'abord à maximiser leurs profits et, ce faisant, dépasser leurs rivaux et éventuellement en faire l'acquisition ou les détruire.

La surproduction de certains produits peut viser à éliminer la concurrence et détruire sa capacité de production. Pour y arriver, les producteurs mondiaux mobilisent les trésors publics des gouvernements qu'ils contrôlent ou influencent pour qu'ils subventionnent leurs coûts de production, ce qui leur permet de « supplanter » leurs compétiteurs. Forcer les trésors publics à subventionner certains cartels mondiaux par des stratagèmes pour payer les riches, adopter des lois pour bloquer les ventes comme l'a fait Joe Biden avec ses tarifs contre les importations chinoises, et mener des campagnes de propagande contre les fabricants concentrés dans certains pays sont tous des facettes de la compétition féroce entre cartels pour dominer les marchés mondiaux dans leurs propres intérêts privés et éliminer leurs compétiteurs. La rivalité peut s'exacerber au point de faire éclater une guerre, comme nous le voyons présentement avec la guerre par procuration des États-Unis/OTAN contre la Russie en Ukraine, le génocide commis par les États-Unis et les sionistes en Palestine pour maintenir la domination des impérialistes américains en Asie occidentale et centrale et en Afrique du Nord, et dans le fait que les États-Unis arment leurs vassaux militaires en Corée du Sud, au Japon, aux Philippines et à Taïwan en préparation pour une guerre contre la Chine et la RPDC.

Les cartels mondiaux pillent régulièrement les trésors publics des gouvernements à tous les niveaux au Canada pour servir leurs intérêts privés en concurrence avec d'autres intérêts privés et à l'encontre des besoins du peuple, de l'économie et de la société. Les médias contrôlés par les impérialistes américains au Canada sont les principaux propagandistes de cette guerre économique contre les compagnies mondiales telles que Huawei, les fabricants de NVE et d'autres en Chine, que les impérialistes américains accusent d'être des compétiteurs ennemis qui doivent être détruits, sans mentionner, bien sûr, comment ils sont tous interreliés.

Les gouvernements de partis cartellisés au Canada et l'opposition sont pleinement impliqués dans la collusion et la rivalité mondiale entre les cartels et les coalitions composés d'oligopoles qui brandissent constamment la menace de guerre. Le Canada est un membre actif des alliances militaires des impérialistes américains, l'OTAN et NORAD, et participe régulièrement aux exercices et aux campagnes militaires dirigés par les États-Unis partout dans le monde.



Le marché mondial impérialiste est un égout pestilentiel de collusion et de rivalité pour le profit maximum de quelques-uns, reflétant l'ambition des États-Unis de tout contrôler. La rivalité et les ambitions antagonistes engendrent régulièrement des crises économiques et des guerres. La classe ouvrière canadienne doit s'avancer et jouer un rôle dirigeant afin de mettre en oeuvre une nouvelle direction et un nouvel objectif pour l'économie qui servent le peuple et non le profit maximum de quelques-uns, et établir un gouvernement antiguerre qui adopte des mesures immédiates pour couper les liens avec les forces militaires et l'économie de guerre des États-Unis.



Sous la dictature des oligarques financiers, la fraude est omniprésente



Montréal, Jour de la Terre, 21 avril 2024

En Amérique centrale et en Amérique du Sud, les riches de ce monde perpétuent une fraude visant à manipuler le peuple sur la question des changements climatiques et à créer une nouvelle impasse d'endettement. La dette qui s'accumule envers les impérialistes de la finance mondiale obligera les peuples à renoncer à leur richesse sociale et à la céder à une poignée de riches pour les décennies à venir, les laissant ainsi aux prises avec les problèmes sociaux et naturels déshumanisants qui sévissent dans cette vaste région depuis le début des invasions coloniales d'il y a plusieurs siècles.

Un récent rapport intitulé *Debt From Above : The Carbon Credit Coup* (L'endettement venu d'en haut : le coup du crédit de carbone) explique en détail la connectivité entre les oligarques connus des secteurs financier, technologique, spatial et militaire/renseignement centrés aux États-Unis et en Europe. Ceux-ci ont recours à la fraude, à la corruption et aux pots-de-vin pour embrouiller les peuples dans des stratagèmes de toutes sortes, tandis que leurs firmes de relations publiques et leurs médias de masse entretiennent l'illusion que leur partenariat public/privé « atteint ses objectifs » dans la réduction des émissions de carbone, la lutte contre les changements climatiques et les efforts pour sauver la nature de la destruction.

Les preuves mises de l'avant dans l'article mettent en lumière l'absence de pouvoir économique et politique du peuple et la nécessité d'un changement politique fondamental qui permet d'investir le peuple du pouvoir pour ainsi prendre le contrôle de l'économie socialisée. De cette façon, la classe ouvrière, qui est le facteur humain aux premières lignes de la transformation des richesses naturelles en production sociale, peut prendre le contrôle des forces productives, y compris la terre et sa propre capacité de travail, et mettre de l'avant un objectif moderne pour l'économie socialisée pour qu'elle serve le peuple et la société et qu'elle humanise l'environnement social et naturel. L'article d'enquête de Whitney Webb et Mark Goodwin commence par les deux paragraphes qui suivent et les auteurs exposent dans les détails les divers stratagèmes méprisables des impérialistes.

« L'endettement qui vient d'en haut : le coup des crédits de carbone »

« Un stratagème conçu par certains acteurs les plus prédateurs de l'écosystème du capital-risque des États-Unis envahit présentement l'Amérique latine. Il s'agit d'une tentative éhontée d'affirmer l'influence étrangère partout en Amérique latine et elle menace de refaçonner la structure même de la région, voire même la vie quotidienne des gens. Au coeur de ce stratagème se trouve un ensemble alambiqué d'obligations contractuelles au niveau municipal répandues dans toutes les Amériques centrale et méridionale, soutenu par une compagnie de satellites en lien avec les agences

de renseignement, et contrôlé par un consortium privé de financiers au discours écologique de façade, visant à transformer les forêts de la région en capitaux propres et en crédits carbone. Dans un même temps, les gouvernements sont ainsi forcés de dépenser leurs fonds de « conservation » sur des projets qui monétisent davantage la nature et contribuent à la construction d'un réseau électrique 'intelligent' continental. Un des principaux objectifs semble être d'alourdir encore plus le fardeau de la dette dans la région par le biais de banques multilatérales de développement et de la dollarisation du continent à l'échelon territorial en passant par les marchés du carbone soutenus par une comptabilité numérique. Ce qui semble à première vue être une merveille technologique qui promeut le progrès et la connectivité dissimule un ordre du jour plus néfaste – un ordre du jour où s'entrecroisent la surveillance planétaire, la prédation financière, les stratagèmes géopolitiques et la domination d'un continent riche en ressources et endetté jusqu'au cou.

« Ce projet grandiose, connu sous l'acronyme GREEN+ et conçu par les piliers du dollar numérique et des stratèges de l'endettement du secteur privé, a tranquillement pris racine grâce à un enchevêtrement de liens politiques tissés au niveau local. Étonnamment, toutes les capitales de l'Amérique latine ont choisi d'y adhérer avec enthousiasme sans égards aux conditions qui sous-tendent ces partenariats aux allures inoffensives. Il en va de même pour la majorité des municipalités de cette région, qui ont aussi pris des engagements auprès de ces mêmes groupes qui les inciteront à se joindre à GREEN+, possiblement dans les semaines qui suivent. Les gouvernements régionaux (que l'on espère bien intentionnés) ont inconsciemment ouvert la porte à des instruments de surveillance à l'emporte-pièce liés au renseignement américain et qui menacent d'éroder le droit à la vie privée et les droits civils au nom du progrès et de combattre la crise climatique[1]. »

Les peuples réagissent à ces stratagèmes impérialistes qui peuvent être stoppés lorsque le facteur humain/conscience sociale est aux commandes. Les peuples sont déterminés à empêcher les impérialistes mondiaux de les piétiner à grands coups de corruption, de guerres et d'exploitation. Pour renverser la situation de façon décisive, il est nécessaire d'instaurer des arrangements économiques, politiques et de gouvernance prosociaux que le peuple contrôle. La classe ouvrière doit chercher à mettre en oeuvre la pleine capacité de l'économie socialisée moderne pour qu'elle serve le peuple et pour humaniser l'environnement social et naturel. L'élément crucial pour la classe ouvrière dans cette lutte est d'engendrer une personnalité démocratique moderne et un État démocratique moderne ainsi que des structures de gouvernance ayant la capacité, la perspective, l'objectif et la force de priver l'élite impérialiste de son pouvoir et de libérer l'économie socialisée pour servir le peuple et la Terre Mère.



Marche à la conférence COP26 sur le climat à Glasgow, le 5 novembre 2021

Notes

1. Pour l'article intégral, cliquer : [Debt From Above : The Carbon Credit Coup.](#)



Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique persiste à adopter une loi raciste inhumaine pour expulser les migrants et réfugiés



Le gouvernement du Royaume-Uni a été condamné à maintes reprises pour avoir tenté d'expulser des migrants et des réfugiés qui demandaient l'asile en Grande-Bretagne. Son racisme et son arrogance révèlent l'essence des valeurs bâties de l'empire britannique promues au milieu du XIXe siècle du « fardeau de l'homme blanc ». Elles lui permettent de faire ce qu'il veut dans ses colonies et ses possessions en invoquant son « droit divin ». En l'occurrence, il s'est obstiné à utiliser sa position de privilège et de pouvoir pour manipuler le processus d'adoption de la loi jusqu'à ce qu'il puisse revendiquer une majorité, comme si c'était ce qu'il y avait de mieux à faire pour donner à son action légitimité et crédibilité.

Contre tous les principes humanitaires et les principes qui sous-tendent les lois et conventions sur les réfugiés adoptées par les Nations unies depuis la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement britannique pense avoir réussi à obtenir le feu vert pour expulser des personnes du continent britannique qui sont arrivées sur ses côtes. Il s'agit de personnes qui ont été transformées en migrants et en réfugiés par les politiques d'exploitation, les guerres de destruction et les génocides perpétrés par la Grande-Bretagne contre des populations tribales en Asie et en Afrique. Le 22 avril 2024, le parlement britannique a adopté *Safety of Rwanda (Asylum and Immigration) Act* [la loi sur la sécurité du Rwanda (asile et immigration)] qu'il a l'intention d'utiliser pour expulser les réfugiés jugés « illégaux » parce qu'ils ont quitté un « tiers pays sûr », comme la France, pour demander l'asile en Grande-Bretagne. Cette pratique est similaire à celle du Canada, qui refuse les demandeurs d'asile qui sont arrivés par les États-Unis parce que ces derniers sont considérés comme un « tiers pays sûr ». Mais ce qui est encore plus odieux et abject, c'est que le Royaume-Uni a réussi à trouver un partenaire volontaire dans un pays qui souffre depuis longtemps, le Rwanda, un pays d'Afrique centrale situé à plus de 6 500 kilomètres de la Grande-Bretagne.

Cette loi est la réponse du gouvernement de Rishi Sunak pour contourner l'arrêt de la Cour suprême du Royaume-Uni de novembre 2023. Cet arrêt a estimé que la « politique rwandaise » de son gouvernement d'expulser les demandeurs d'asile vers le Rwanda était illégale, car le Rwanda n'est pas un pays sûr pour les demandeurs d'asile. Il convient de noter qu'un grand nombre des demandeurs d'asile expulsés ne sont pas du tout originaires du Rwanda. La Cour suprême du

Royaume-Uni, la dernière instance d'appel au Royaume-Uni pour toutes les affaires civiles et criminelles d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord, a jugé que l'expulsion d'un demandeur d'asile vers le Rwanda était illégale. La Cour a estimé qu'il existait un risque important que les demandeurs d'asile expulsés soient renvoyés dans un pays où leur vie ou leur liberté serait menacée. En réponse à la décision de la Cour suprême, le gouvernement de Sunak a négocié un traité avec le Rwanda qui, selon lui, répond aux préoccupations de la Cour. Il a ensuite élaboré une loi qui désigne le Rwanda comme un pays sûr et qui, en outre, refuse aux demandeurs d'asile le droit de retourner au Royaume-Uni. Selon le premier ministre Rishi Sunak, le problème est résolu.

Cette loi a été dénoncée par les défenseurs des droits humains en Grande-Bretagne, qui soulignent qu'elle est illégale, raciste et qu'elle criminalise les réfugiés. Ils affirment qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher tout avion affrété pour les expulsions de partir pour le Rwanda.

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a déclaré : « Cette nouvelle loi constitue un nouveau pas en arrière par rapport à la longue tradition du Royaume-Uni d'offrir une protection à ceux qui en ont besoin, en violation de la Convention sur les réfugiés. » Filippo Grandi a souligné que « la protection des réfugiés exige que tous les pays – et pas seulement ceux qui sont voisins des zones de crise – s'acquittent de leurs obligations. »

Pour détourner l'attention de la crise dans laquelle sont embourbées les institutions démocratiques dites libérales du Royaume-Uni et de la nécessité de chasser du pouvoir ceux qui servent des intérêts privés étroits, les médias monopolisés prétendent que la Grande-Bretagne est victime d'un trop grand nombre de personnes qui souhaitent venir sur ses côtes parce qu'il s'agit d'une destination de choix. Dans cet esprit, ils prétendent que des milliers de réfugiés du monde entier se rendent chaque année dans le nord de la France dans l'espoir de traverser la Manche et de retrouver des amis ou de la famille, ou parce qu'ils parlent anglais ou ont le sentiment qu'ils s'intégreraient plus facilement dans la société britannique. Toutefois, la Grande-Bretagne reçoit moins de demandeurs d'asile que de nombreux pays européens, dont la France, l'Allemagne et l'Italie, parce qu'elle est loin de leur point d'origine et qu'elle est, de surcroît, une île.

Il n'en reste pas moins que les États-Unis et leurs alliés anglo-américains, comme les États-Unis, le Canada et d'autres, tentent de se débarrasser de la Convention sur les réfugiés adoptée par l'ONU après la Deuxième Guerre mondiale et de se débarrasser des personnes comme si elles étaient des déchets. Ils sont fondamentalement racistes et antihumains et rien de ce qu'ils pourront faire ou dire ne rachètera les crimes contre l'humanité qu'ils commettent au nom de grands idéaux.

Lors d'un récent voyage en Pologne, le premier ministre Rishi Sunak a déclaré que l'objectif de la *Loi sur la sécurité du Rwanda* était de lutter contre les gangs criminels illégaux qui exploitent et mettent en danger les demandeurs d'asile. Tant qu'il se laissera lui-même et sa bande de misérables avec le pouvoir et les privilèges hors de cette catégorie, sa déclaration sonnera faux. Quelles que soient les bandes criminelles qui existent, c'est grâce à l'État britannique qui gouverne sur la base de maintenir en place ces bandes criminelles, y compris la sienne. Pour faire bonne mesure, Rishi Sunak a déclaré que « pour des questions de compassion plus que pour toute autre chose, nous devons réellement briser ce modèle d'affaires et mettre fin à l'iniquité des personnes qui entrent illégalement dans notre pays ».

Tout d'abord, les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne concoctent la « règle » du tiers pays sûr, puis déclarent les réfugiés et les demandeurs d'asile « illégaux ». C'est ce que les coloniaux britanniques qui voulaient garder le Canada blanc ont fait en 1914 lorsqu'ils ont déclaré illégaux les sujets britanniques de l'Inde s'ils n'arrivaient par un voyage sans escale. Lorsque ceux-ci ont affrété le *Komagata Maru* pour les amener par passage direct, les autorités coloniales ne les ont pas autorisés à débarquer à Vancouver ni de ravitailler le navire en eau ou en nourriture. Le navire a finalement été forcé de rentrer, et d'autres tragédies ont frappé ceux qui ont fait le voyage[1].

Quoi qu'en dise Rishi Sunak, la loi de son gouvernement viole le droit britannique, le droit humanitaire international et la Convention des Nations unies sur les réfugiés. Elle fournit des preuves crédibles que l'État britannique lui-même est engagé dans un trafic d'êtres humains illégal à grande échelle.

Le partenariat entre le Royaume-Uni et le Rwanda en matière de migration et de développement économique, également connu sous le nom de plan d'asile pour le Rwanda, a été proposé pour la première fois par l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson. En 2022, Boris Johnson a conclu un accord avec le Rwanda pour que ce pays accepte les demandeurs d'asile britanniques en échange de plus de 100 millions de livres sterling et d'autres fonds d'aide, et d'autres encore à venir. C'est grâce à la large opposition en Grande-Bretagne, aux actions des défenseurs des migrants et aux recours juridiques que les déportations ont cessé en 2022.

Lorsque le premier groupe d'expulsés devait partir pour le Rwanda en juin 2022, deux organisations, Detention Actions et Care4Calais, se sont jointes au Syndicat des services publics et commerciaux et à quatre demandeurs d'asile pour contester le plan et demander une injonction de dernière minute afin d'empêcher le premier vol de décoller. La Haute Cour britannique a refusé l'injonction, mais la Cour européenne des droits de l'homme est intervenue au motif que « le plan comportait un risque réel de préjudice irréparable » et le vol a été annulé.



Le gouvernement conservateur de Rishi Sunak est allé de l'avant malgré l'opposition générale. Rishi Sunak affirme que le premier avion d'expulsés vers le Rwanda allait décoller dans les prochaines semaines, mais les organisations de défense des droits humains et les experts juridiques prévoient de continuer à défier le gouvernement devant les tribunaux et sur le plan politique pour faire cesser les expulsions.

La Grande-Bretagne ne pourra jamais être pardonnée pour les crimes qu'elle commet aujourd'hui à l'encontre des demandeurs d'asile et des réfugiés. Elle a bâti sa richesse et son pouvoir sur la traite atlantique des esclaves, s'enrichissant sur les corps des Africains et causant des dommages irréparables en tant que maître des colonies en Afrique. Utiliser aujourd'hui le Rwanda comme décharge pour des êtres humains dont elle ne veut pas est inadmissible et montre que ce que l'on appelle les valeurs et la civilisation britanniques sont aussi pourries aujourd'hui qu'elles l'étaient à l'époque coloniale. La Grande-Bretagne, par sa participation à l'OTAN et aux guerres contre des pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie, est l'une des grandes puissances responsables de la crise des réfugiés, de millions de personnes contraintes de prendre des mesures désespérées pour trouver refuge dans des pays où elles espèrent commencer une nouvelle vie.

La demande des peuples du monde est que la Grande-Bretagne fasse amende honorable pour ses crimes historiques. Loin de là, plus la crise de ses institutions démocratiques libérales s'aggrave, plus le gouvernement s'accroche pour rester au pouvoir, et plus il se montre raciste, criminel et génocidaire.

Rishi Sunak regrettera le jour où il a décidé d'aller de l'avant avec son plan pour « arrêter les bateaux ». Les citoyens britanniques ont montré qu'ils ne supporteraient pas les politiques racistes de l'État britannique en matière d'immigration et de réfugiés. En plus d'exiger le respect des droits de tous les demandeurs d'asile, on s'attend à ce que le gouvernement Sunak soit battu lors des élections générales qui se tiendront en Grande-Bretagne le 4 juillet.

Notes

1. Contraint de retourner en Inde sous la menace des fusils, le *Komagata Maru* s'est arrêté à Yokohama, Kobe et Singapour, où les autorités britanniques lui ont ordonné de se rendre à Calcutta. Le 26 septembre, il est fouillé à Kulpi, au Bengale, à la recherche d'armes et de littérature séditeuse. La fouille ne donne rien et le 29 septembre, le navire arrive à Budge Budge, près de Calcutta.

Le commissaire de police demande aux passagers de débarquer et de se diriger vers un train spécial qui les attend pour les emmener au Pendjab. Gurdit Singh, qui avait affrété le *Komagata Maru*, refusa car ils transportaient le livre sacré du sikhisme, le Granth Sahib, qu'ils avaient l'intention d'installer au Gurdwara de Howrah. Les passagers ont finalement débarqué, Gurdit portant le Granth Sahib sur sa tête. Arrivés à la gare, ils se sont assis sur la route. Lorsqu'on lui a demandé de monter dans le train, Gurdit a fait valoir qu'il serait sacrilège d'emporter le livre sacré dans le train. La situation est devenue de plus en plus conflictuelle et les autorités ont fait appel à Calcutta pour obtenir des troupes supplémentaires. Au bout d'un certain temps, la foule s'est levée, a franchi le passage à niveau et s'est mise en marche vers Calcutta. Suivie par la police, la procession est arrêtée par des troupes des Royal Fusiliers. Ils demandent à Gurdit et aux autres de rebrousser chemin.

De retour à Budge Budge, les passagers refusent de retourner au *Komagata Maru* et s'installent sur la route. La police du Pendjab et les forces britanniques les gardent à vue. Le Granth Sahib est placé sur une plate-forme portative. Alors que le commissaire de police se dirige vers le passage à niveau, quelques coups de feu résonnent. Un officier avait plongé dans la foule et aurait apparemment été renversé, ce qui a déclenché les tirs. Le commissaire a affirmé plus tard qu'il avait vu quelques sikhs tirer, mais Hugh Johnston écrit que ce point de vue n'était pas partagé par certains de ses propres officiers.

Il écrit : « Certains des tirs provenaient des quatre sergents de police [...] qui déchargeaient leurs revolvers de si près qu'un homme [...] a été touché six fois ». Alors que les passagers s'avancent, les forces policières de Calcutta et du Pendjab ripostent. Les Royal Fusiliers entrent en scène tardivement, mais ont obtenu l'autorisation de tirer. La plupart des passagers ont alors trouvé refuge dans un fossé voisin ou dans les champs, et certains ont même sauté dans la rivière.

Le nombre de passagers décédés a été officiellement estimé à vingt, dont dix-huit sont morts des suites de blessures causées par des fusils de service, comme l'indique le rapport d'enquête. Le nombre total de morts se situait entre 26 et 40, mais il était probablement plus élevé. Seuls 62 passagers ont été envoyés au Pendjab, tandis que 211 ont été arrêtés et que 28 autres, dont Gurdit, se sont échappés.

Les immigrants refoulés du Canada sont forcés de passer plusieurs mois en mer et constatent qu'ils ne jouissent pas de la liberté de mouvement, même dans leur pays d'origine. N'est-ce pas là une anticipation de ce qui allait devenir, des décennies plus tard, un scénario mondial bien connu ? Ces personnes ont connu un sort virtuel d'apatridie.

Elles n'ont pas été admises au Canada et n'ont pas été autorisées à se déplacer librement en Inde. Elles ont été des « réfugiés de la mer », flottant dans la mer pendant plus de six mois à la recherche d'une terre. Lorsqu'elles ont trouvé la terre, elles ont aussi trouvé des balles. (Extrait de « The Tragic Journey of the *Komagata Maru* », Subhas Ranjan Chakraborty, IWMpost 128 : Apatridie, 2021).

(Avec des informations de l'ONU et d'*Al-Jazeera*.)



Un gouvernement en désarroi, sans aucune perspective d'avenir

Le premier ministre du Royaume-Uni, Rishi Sunak, a convoqué des élections générales pour le 4 juillet, pour une campagne de six semaines. Avant cela, le 13 mai, il a prononcé un discours

important à Policy Exchange sur la « sécurité » de la Grande-Bretagne, présenté comme sa prétention à être le nouveau leader à la suite des élections générales[1], sous le couvert de la création d'un « avenir sûr », qui trahissait un mélange incohérent de rhétorique usée et réactionnaire.



Manifestation contre le soutien de la Grande-Bretagne au génocide, avec comme slogan « Ne touchez pas à Rafah ! », 7 mai 2024

Rishi Sunak a déclaré ressentir « un profond sentiment d'urgence » parce que « davantage de choses vont changer au cours des cinq prochaines années qu'au cours des trente dernières ». Il a tenté de donner un ton prémonitoire en parlant de « tempêtes à venir » face aux « menaces auxquelles nous sommes confrontés dans notre pays et à l'étranger », mais avec « une action audacieuse et un plan clair, nous pouvons créer un avenir sûr et nous le ferons ». Il a tenté de dépeindre les « dangers qui menacent notre pays », mais ceux-ci n'ont rien à voir avec la position belliciste et le soutien au génocide israélien qui font l'unanimité au sein des principaux partis cartellisés au Parlement. La « menace » à laquelle il a tenté de répondre est qu'« un axe d'États autoritaires comme la Russie, l'Iran, la Corée du nord et la Chine travaille ensemble pour nous miner, nous et nos valeurs ». Il a parlé d'un « retour de la guerre en Europe », comme si la Grande-Bretagne ne faisait pas partie de l'axe États-Unis/OTAN qui intensifie son expansionnisme et déstabilise l'Europe de l'Est et l'Ukraine depuis de nombreuses années. Rishi Sunak a complètement occulté le rôle de la Grande-Bretagne dans la provocation et la poursuite de l'escalade de la guerre par procuration de l'OTAN dirigée par les États-Unis en Ukraine contre la Russie, ainsi que le rôle de la Grande-Bretagne dans l'escalade des sanctions, des tensions et des menaces de guerre contre la Chine, l'Iran et la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Rishi Sunak affirme que la guerre fait également rage au Moyen-Orient « alors qu'Israël se défend non seulement contre les terroristes du Hamas mais aussi contre un barrage de missiles tirés – pour la première fois – directement depuis l'Iran ». Rishi Sunak et Keir Starmer, qui accusent la résistance d'être à l'origine de la guerre, tentent honteusement de disculper Israël, en lui apportant leur soutien, pour ses crimes de guerre. Le discours de Sunak n'a fait aucune mention du nettoyage ethnique en cours à Gaza et de la guerre génocidaire qu'Israël mène avec le soutien de la Grande-Bretagne à Gaza et en Cisjordanie. Il nie également le droit des Palestiniens de résister au génocide de leur peuple et les traite de terroristes. Il ne mentionne pas non plus les provocations contre l'Iran avec le bombardement par Israël du complexe de son ambassade à Damas, détruisant le bâtiment abritant la section consulaire, ce qui a conduit à un bras de fer entre l'Iran et Israël. Le premier ministre britannique a également blâmé l'Iran pour la position du Yémen qui a imposé des sanctions maritimes à Israël en soutien aux Palestiniens et il a justifié le bombardement du Yémen par la Grande-Bretagne en soutien à Israël.

En outre, ce discours expose un gouvernement en désarroi, sans perspective d'avenir, qui tente

désespérément de dissimuler son bellicisme et son soutien au génocide sous le couvert de la « sécurité » pour le peuple britannique. Cette situation a encore été mise en évidence lorsque David Cameron, ministre des Affaires étrangères siégeant à la Chambre des lords, a déclaré le même jour à la BBC que même s'il ne soutiendrait pas une offensive terrestre majeure à Rafah, le Royaume-Uni « ne suivrait pas les plans américains visant à mettre fin à certaines ventes d'armes à Israël », car, selon David Cameron, refuser des armes à Israël ne ferait qu'aider le Hamas.

Ces commentaires honteux visant à masquer la complicité de la Grande-Bretagne dans le génocide à Gaza ont incité Craig Murray, ancien diplomate britannique, à condamner le gouvernement le 13 mai en déclarant : « Incroyablement, le génocide israélien à Gaza atteint maintenant de nouveaux sommets de violence. Les chiffres des pertes ne sont pas communiqués, car les attaques sont si graves que les corps ne peuvent pas être récupérés, que les médecins ne peuvent pas se déplacer et que, de toute façon, il n'y a pratiquement plus d'installations médicales opérationnelles[2]. » Il a poursuivi en disant : « Nous voyons maintenant que les injonctions occidentales de ne pas attaquer Rafah n'étaient qu'un écran de fumée de mensonges pour masquer la complicité. La dernière poche de Gaza fait l'objet d'un nettoyage ethnique impitoyable et ses infrastructures seront détruites comme toutes les autres. [...] La seule conclusion possible de tout ce qui précède est celle qui vient renforcer mon analyse selon laquelle les classes politiques et médiatiques sionistes en Occident, y compris Biden, Blinken, Trudeau, Macron, Sunak, Starmer, Scholtz, von der Leyen et tous les autres, sont des participants actifs et volontaires à un projet de génocide. »

Le discours de Rishi Sunak reflétait cette vision des valeurs du vieux monde et non les valeurs des peuples qui luttent pour la paix, l'émancipation et la nouveauté dans le monde moderne. Les valeurs bellicistes et génocidaires des sionistes que Rishi Sunak tente de dissimuler sont la continuation de la quête d'hégémonie des oligopoles et de leurs industries de guerre dans le monde. Les guerres menées dans la poursuite de leurs intérêts causent des morts et des destructions massives et déplacent des millions de personnes en tant que réfugiés, comme c'est encore le cas aujourd'hui à Gaza. C'est une infamie.

Les droits appartiennent aux êtres humains du fait qu'ils sont humains

Après s'être vanté : « Nous avons fièrement pris la décision générationnelle d'augmenter les dépenses de défense pour atteindre un nouveau seuil de 2,5 % du PIB d'ici à 2030 », Rishi Sunak est passé à un autre sujet, à savoir que « le déplacement global de cent millions de personnes est un nouveau défi déterminant de notre époque ». Il tente de réduire les problèmes massifs de réfugiés que le système belliciste a contribué à créer dans le monde à un seul lorsqu'il affirme que « nous pouvons nous protéger contre l'immigration illégale et nous le ferons ». Le monde que les impérialistes imposent est celui du déplacement global des peuples par leurs guerres, mais une fois de plus, ils confondent cela avec leurs mensonges à l'effet que les migrants et les réfugiés sont le problème et les qualifient d'« illégaux ».

C'est ainsi que Rishi Sunak tente de justifier le projet illégal du Rwanda : essayant de le déguiser en mesure humanitaire. Il déclare : « C'est la raison pour laquelle nous sommes les premiers à mettre en place le programme pour le Rwanda. Ainsi, lorsque les gens verront que s'ils viennent ici illégalement, ils seront rapidement arrêtés et expulsés, ils seront dissuadés de faire ce voyage périlleux, ce qui permettra d'arrêter les bateaux et de sauver des milliers de vies. » Avec cette perspective, qui est contredite par la dure réalité, il prétend que les « cadres internationaux sur les droits de l'homme sont dépassés », et non les lois antihumaines qu'il défend sans vergogne pour la Grande-Bretagne. Il tente d'inciter les gens à s'opposer aux droits humains en affirmant qu'« il pourrait y avoir des points chauds à l'avenir avec la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) »[3].

Qu'un premier ministre puisse, à l'ère moderne, prononcer un discours qui donne un visage humain

aux valeurs et aux crimes du passé contre lesquels les peuples du monde se sont battus pendant la Deuxième Guerre mondiale, cela dépasse l'entendement. Cela montre à quel point ils sont déphasés par les exigences de l'ère moderne.

La question qui se pose à la classe ouvrière et au mouvement des peuples montre que la lutte sur tous les fronts oppose le Nouveau à l'Ancien. La nécessité brûlante d'aujourd'hui, pour la sécurité du peuple britannique et du monde entier, est celle d'un gouvernement antiguerre, expression d'une personnalité démocratique moderne opposée aux pouvoirs policiers et exécutifs et à l'utilisation de la force pour régler les conflits. Ce ne sont pas les Sunak de ce monde qui sortiront la société de cette crise, mais la classe ouvrière qui deviendra elle-même une classe politique. Leur objectif est de créer une nouvelle situation où la prise de décision engage tous les travailleurs, les communautés et le peuple dans son ensemble, parlant et agissant en leur nom propre et en tant qu'un, sans les mécanismes politiques de l'élite dirigeante qui les privent de leur pouvoir et empêchent la réalisation de leurs décisions directes.

Notes

1. [Discours du premier ministre sur la sécurité : 13 mai 2024](#)

2. « *Shameless* », Craig Murray, 13 mai 2024

3. La CEDH fait partie du Conseil de l'Europe, une organisation internationale axée sur les droits humains, la démocratie et la primauté du droit, dont le siège se trouve à Strasbourg, en France. Elle supervise la mise en oeuvre de la Convention européenne des droits de l'homme (souvent abrégée en CEDH), dont les signataires s'engagent à respecter les arrêts de la Cour. Quarante-six pays sont membres du Conseil de l'Europe, dont les 27 membres de l'UE, ainsi qu'un certain nombre de pays non membres de l'UE, notamment le Royaume-Uni, la Suisse, la Norvège et la Turquie. Tous les membres du Conseil de l'Europe sont signataires de la Convention.

L'UE, quant à elle, dispose de son propre système judiciaire, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), dont le siège est à Luxembourg. La CJUE interprète le droit communautaire afin qu'il soit appliqué de la même manière dans tous les pays de l'UE.



Cinquante ans après les élections de février 1974

Il y a cinquante ans, le 28 février 1974, le premier ministre de l'époque, Edward Heath, convoquait des élections anticipées en posant sa célèbre question : « Qui gouverne la Grande-Bretagne[1] ? »

Cette question avait en fait été imposée à son gouvernement conservateur par les mineurs, qui constituaient à l'époque une formidable force organisée. Leur mouvement de grève avait été si puissant qu'il avait conduit le gouvernement Heath à imposer une semaine de travail de trois jours pour économiser le combustible alors que les stocks de charbon s'épuisaient. Heath a convoqué les élections pour tenter de réaffirmer l'autorité du gouvernement, en supposant que l'électorat réagirait en lui donnant une majorité plus forte, renforçant ainsi l'emprise de son gouvernement sur le pouvoir de décision face au défi croissant de la classe ouvrière, de sa prise de conscience et de son organisation.

Cependant, la réponse retentissante a été : « Pas lui ! ». Au lieu de cela, les élections aboutissent au premier parlement sans majorité depuis 1929. Bien que les conservateurs aient obtenu un peu plus de voix (37,9 % contre 37,2 % pour les travaillistes), les travaillistes, par les aléas du système uninominal à un tour, sont devenus le plus grand parti aux Communes, bien qu'avec seulement quatre sièges d'avance[2].



Les mineurs obtiennent des avancées lors de la grève des mineurs britanniques de 1972 (ci-dessus). D'autres succès ont suivi en 1974.

La participation à l'élection a été historiquement élevée, avec un taux de 78,7 %, le plus élevé depuis 1959. Pourtant, le vote combiné des deux grands partis est passé de près de 90 % à 75 %, ce qui constitue peut-être l'élément le plus significatif des résultats de l'élection, hormis son issue indécise[3].

À la suite de l'élection, Edward Heath tente de conclure un accord avec ce qui est alors le Parti libéral, mais n'y parvient pas. Il démissionne de son poste de premier ministre le 4 mars, le pouvoir passant ensuite au gouvernement travailliste minoritaire d'Harold Wilson. La lutte des mineurs pour la reconnaissance de leurs droits obligea à organiser de nouvelles élections en octobre de la même année[4], qui furent à nouveau à peine décisives, mais suffirent à donner à Wilson une courte majorité.

Les cercles dirigeants, en la personne d'Edward Heath, posent donc la question de « qui gouverne » et perdent. Les profondes répercussions de ce moment de l'histoire ont marqué le présent et n'ont toujours pas été résolues. Bien que le gouvernement ait été vaincu par sa propre question, le système de l'époque ne prévoyait pas que ce soit les mineurs qui gagnent[5]. Le rôle de la classe ouvrière a été affirmé pendant toute la période de ce grand conflit, un programme indépendant avec comme mission de jouer son rôle dirigeant dans la transformation de la société et d'imprimer sa marque sur la nation. En particulier, la conscience ouvrière autour de sa propre question « Quel type de société ? » s'est développée depuis

EDUCATE, AGITATE ORGANISE

WITH BANNERS HELD HIGH

SUNDAY 20 MAY

WOOD STREET WAKEFIELD YORKSHIRE

10.00 - 17.00

ASSEMBLING FOR MARCH AT WAKEFIELD CATHEDRAL FROM 09.30

THE FIGHT FOR CONSCIOUSNESS

A FREE FULL-DAY COMMUNITY FESTIVAL

CELEBRATING THE CULTURE AND DIVERSITY OF THE TRADE UNION MOVEMENT AND TRADITIONS OF A COLLECTIVE SPIRIT.

LIVE MUSIC, POETRY, DRAMA, FILM

DISCUSSION SESSIONS AND POLITICAL SPEAKERS

TO INSPIRE THE YOUNG AND UNITE THE MANY

MATT HILL THE QUIET LONER **JOE SOLO**

MATT ABBOTT **JETHRO PLATTS**

DEL SCOTT MILLER **AND MUCH MORE!**

KEYNOTE SPEAKERS: FRANCES O'GRADY **JON TRICKETT**

(MORE T.B.C) TUC GENERAL SECRETARY MP HEMS WORTH, WEST YORKSHIRE

NATIONAL UNION OF JEWELLERS **RMT** **UNISON** **GMB** **FIRE BRIGADES UNION** **UNITE**

TUC **150 YEARS** **CHANGING THE WORLD OF WORK FOR GOOD**

@BANNERSHELDDHIGH **WITHBANNERSHELDDHIGH@OUTLOOK.COM**

Affiche de 2019

cette époque, ainsi que la nécessité et la possibilité d'apporter une alternative moderne qui favorise la classe ouvrière et le peuple, et non les riches[6].

Les événements de 1973-1974 ont marqué la fin de la période sociale-démocrate qui avait fait l'objet d'un consensus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un mode de gouvernance et d'adaptation aux exigences de l'économie qui traversait une grave crise à l'époque.

La réponse du gouvernement travailliste à la suite de ces événements a été d'instituer l'accord tripartite entre le gouvernement, les grands syndicats et les grandes entreprises sous la forme de ce que l'on appelle le contrat social, afin d'empêcher la conscience et l'organisation indépendantes des travailleurs de se développer davantage.

Mais cela devait être de courte durée. Toute la période sociale-démocrate devait être abandonnée avec le déclenchement de l'offensive antisociale menée par le gouvernement néolibéral de Thatcher à partir de 1979, et la grève tout aussi historique des mineurs de 1984, qui marque également son 40e anniversaire ce mois-ci. À l'époque, l'objectif était de faire taire complètement la voix des travailleurs et de mettre fin à tout accommodement raisonnable.

Aujourd'hui, l'époque de la « bière et des sandwiches au numéro 10 », l'époque où l'on obtenait le consentement des travailleurs organisés aux programmes du gouvernement, n'est plus qu'un lointain souvenir. Il est également révélateur qu'aucun premier ministre depuis Edward Heath n'ait à la fois pris et perdu son poste à la suite d'une élection : tous ont soit démissionné en raison de luttes intestines entre factions, soit été couronnés à la suite d'une telle démission, soit les deux à la fois. L'élection de 1974 a marqué le tournant du système bipartite des grands partis de l'après-guerre, à la suite duquel les grands partis ont commencé à se transformer en un système de partis cartellisés qui est aujourd'hui en crise. L'effondrement de l'ancien système bipartite a également marqué le début de la fin de la prévisibilité.

Aujourd'hui, le système dominé par les partis est en crise totale, tandis que le déséquilibre est devenu si grand que les syndicats sont confrontés à l'énorme défi de s'acquitter efficacement de leur rôle d'organisations de défense des travailleurs.

Aujourd'hui, c'est la lutte entre l'Ancien et le Nouveau qui apparaît de plus en plus clairement. L'oligarchie financière est dans une impasse, et les travailleurs, de plus en plus désillusionnés par la politique des partis cartellisés, ont pour tâche d'assumer leur rôle indépendant. La classe ouvrière est de plus en plus consciente du fait qu'elle seule détient les solutions à la crise généralisée. Les travailleurs sont conscients de leur propre valeur et sont déterminés à faire valoir leurs revendications, en déclarant que « ça suffit ! ».

L'époque exige que la classe ouvrière défende les définitions les plus modernes et les plus éclairées de la démocratie et des droits humains; sans elles, elle ne peut réussir à faire valoir ses revendications auprès de la société. Le rôle assigné aux travailleurs par l'histoire est de faire l'histoire en prenant en charge l'avenir de la société, en mettant fin à sa division en classes, entre gouvernants et gouvernés, en instaurant une société fondée sur les droits de toutes et tous et où l'individu et la collectivité ne font qu'un.





Wakefield, les bannières brandies, 2019

Face à cette tâche historique, la classe ouvrière est confrontée au défi immédiat de devenir une force politique organisée à part entière. Les travailleurs ne peuvent pas se permettre de remettre simplement leur pouvoir à des représentants qu'ils ne choisissent même pas et sur lesquels ils n'exercent aucun contrôle.

Comme cela a toujours été le cas dans le passé, les travailleurs savent aujourd'hui parfaitement qui gouverne. Le défi auquel est confronté le mouvement ouvrier est de priver l'élite dirigeante du pouvoir de les priver de ce qui leur appartient de droit, y compris leur droit de se gouverner eux-mêmes et d'exercer un contrôle sur les questions qui affectent leur vie.

C'est ce que nous rappellent les événements d'il y a 50 ans. Lors de cette élection, la classe ouvrière est une fois de plus prête à relever ce défi.

Notes

1. Après l'annonce des élections le 7 février, le parlement a été dissous un jour plus tard et les élections ont eu lieu 20 jours plus tard.
2. « Élections générales de février 1974 au Royaume-Uni », Wikipédia, 23 février 2024
3. Lewis Baston, « Who governs ? », *The Guardian*, 4 avril 2005
4. « Who Rules ? », *Workers' Weekly*, 14 juin 2017
5. « Election Material », Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste), avril 2001
6. « There Is a Way Out of the Crisis », Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste), 19 mars 1994



Cuba

Retirez Cuba de la liste de pays qui soutiennent le terrorisme!

– Association d'Amitié Outaouais-Cuba –

L'Association d'amitié Outaouais-Cuba joint sa voix à celles du peuple cubain et des gouvernements et organisations qui, à l'échelle mondiale, exigent que Cuba soit retirée de la liste unilatérale et non fondée de pays qui soutiennent le terrorisme, liste créée par le département d'État des États-Unis.

Cuba est extrêmement transparente en matière de lutte contre le terrorisme. Non seulement Cuba agit-elle conformément au droit international sur cette question, elle a activement appuyé le travail des Nations unies dans la création du Bureau de lutte contre le terrorisme et a collaboré avec les Nations unies et d'autres pays dans la lutte contre le terrorisme international. L'engagement de Cuba dans sa lutte contre le terrorisme a été enchâssé dans la constitution nationale renouvelée de 2019. Au fil des années, Cuba a elle-même été la victime d'actes terroristes qui ont fauché la vie de 3 478 personnes et blessé 1 099 autres.

Cuba a fait valoir à de nombreuses reprises dans des forums internationaux le rôle essentiel de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. Elle a aussi dénoncé la politique des deux poids, deux mesures et la sélectivité qui prédominent en matière de terrorisme et a souligné que, sans s'attaquer à ce problème, le fléau du terrorisme ne pourra être éradiqué.

Cuba a aussi souligné que les actions de l'ONU doivent être fondées sur le respect des principes enchâssés dans la Charte de l'ONU et le droit international, en particulier le respect de l'égalité souveraine, de la non-ingérence et de la non-intervention dans les affaires intérieures des États.

La liste arbitraire, injuste et injustifiée d'États soutenant le terrorisme créée par le département d'État des États-Unis exacerbe les conditions déjà extrêmement difficiles à Cuba en raison du blocus criminel, l'objectif explicite de ces deux mesures étant de faire souffrir le peuple cubain et de susciter de l'insatisfaction parmi le peuple.

Nous appelons nos propres gouvernements à prendre position sur cette question, sachant très bien que Cuba ne mérite pas d'être sur une telle liste, et à exiger du gouvernement des États-Unis qu'il mette fin à de telles mesures arbitraires et qu'il agisse conformément au droit international. Il est grand temps de mettre fin à ce fardeau additionnel qui pèse sur le peuple cubain et son gouvernement qui, tous les jours, sont confrontés à des obstacles qui peuvent paraître insurmontables et, avec courage et créativité, trouvent de nouveaux moyens de surmonter ces mesures illégales et inhumaines et de défendre leur dignité et leur indépendance.



Les États-Unis doivent, une bonne fois pour toutes, radier Cuba de la liste des États censément commanditaires du terrorisme international

– Déclaration du ministère cubain des Relations extérieures –

D'après des informations officielles en provenance des États-Unis, le secrétaire d'État a, le 15 mai 2024, remis au Congrès une nouvelle mouture d'un des rapports ciblant normalement des pays, d'une manière arbitraire, sans le moindre mandat ni la moindre reconnaissance de la communauté internationale. En l'occurrence, ce rapport liste quatre pays qui, censément, « ne coopèrent pas à fond avec les efforts antiterroristes des États-Unis durant l'année civile 2023 ». À la différence des années précédentes, Cuba ne fait pas partie de cette liste calomnieuse.

N'empêche que le département d'État continue de la maintenir, comme État censément « commanditaire » du terrorisme international, sur cette liste absolument unilatérale, dénuée de tout fondement, qui ne vise qu'à calomnier et qui sert de prétexte à l'administration étasunienne pour adopter des mesures économiques coercitives contre des États souverains, comme celles qu'elle applique impitoyablement à notre pays. Or, non seulement le peuple cubain et de nombreux gouvernements latino-américains et caribéens, mais des organisations politiques, sociales et religieuses et différents hommes politiques des États-Unis ne cessent de réclamer haut et fort, de manière réitérée, que l'administration étasunienne rectifie cette injustice.

En effet, il est absolument clair et évident que Cuba, non seulement ne commandite pas le terrorisme international, mais qu'elle en est victime elle-même, y compris du terrorisme d'État, comme quiconque s'intéresse à la question peut le constater, et comme le savent pertinemment l'administration étasunienne, son département d'État, sa police et ses agences de renseignements, qui savent tout autant – puisque c'est la raison d'être de cette liste – les extraordinaires préjudices que causent à l'économie cubaine les mesures, les actions et les rétorsions qui se déclenchent automatiquement contre tout État inscrit sur cette liste, que ce soit vrai ou faux.

Cuba – et ce n'est pas tout de le reconnaître – coopère à fond non seulement avec les États-Unis, mais avec l'ensemble de la communauté internationale. C'est là une vérité bien connue, même si l'on tente de confondre l'opinion publique. Le président des États-Unis dispose de toutes les prérogatives requises pour agir honnêtement et faire ce qui est correct.

La Havane, 15 mai 2024

(Cubaminrex)



Haïti

Les retards dans le déploiement de la police kényane montrent les intentions malveillantes de l'ingérence étrangère

Le plan qui prévoyait l'arrivée de 1 000 policiers kényans à Port-au-Prince, en Haïti, le 23 mai pour diriger une force d'intervention étrangère armée connue sous le nom de Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSSM), leur arrivée coïncidant avec la visite officielle à Washington du président kényan William Ruto, a échoué. Le plan a échoué parce que le 17 mai, selon Reuters, la Haute Cour du Kenya a ordonné qu'une action en justice visant à empêcher le gouvernement de

déployer la police en Haïti soit signifié à de hauts responsables gouvernementaux. Le tribunal a fixé l'audience de l'affaire au 2 juin. Les plaignants dans l'affaire, le Dr Ekuru Aukot et Miruru Waweru, dirigeants de Thirdway Alliance, un parti politique kényan, soutiennent que l'accord de William Ruto avec Haïti pour déployer des policiers est un outrage à une ordonnance du tribunal de janvier qui a jugé le déploiement inconstitutionnel et illégal parce qu'il n'y avait pas d'accord réciproque avec la partie haïtienne pour recevoir une telle force de police.

Suite à la décision de janvier, pour tenter de satisfaire la cour et légitimer le déploiement, William Ruto a signé en mars un accord de sécurité avec le premier ministre d'Haïti de l'époque Ariel Henry. En avril, un Conseil présidentiel de transition (CPT) a été mis en place par les États-Unis, le Canada et d'autres pays pour remplacer Ariel Henry. Ariel Henry a démissionné la veille de l'assermentation du CPT le 25 avril.

S'adressant aux médias, Ekuru Aukot a soutenu que la décision du gouvernement kényan de déployer sa police en Haïti continue de violer la constitution, car il n'y a pas d'accord valide avec une autorité haïtienne légitime, aucun gouvernement haïtien n'a fait la demande et accepté le déploiement de troupes étrangères en Haïti. Il a ajouté : « En tant que Kényan, je me demande pourquoi mon pays devrait être utilisé pour nettoyer les dégâts causés par les Français, les Américains et les Canadiens... ? »



Dans une entrevue avec la BBC le 27 mai, William Ruto a déclaré qu'il prévoyait que la police kényane serait envoyée en Haïti dans environ trois semaines, car il avait maintenant un accord écrit avec le CPT pour le déploiement et qu'il a été approuvé par les deux chambres du parlement kényan. Il reste à voir ce qu'il adviendra de la contestation judiciaire du déploiement le 2 juin.

La visite de William Ruto à Washington est clairement considérée comme un paiement pour services rendus aux États-Unis. Il s'agit de la première visite d'État d'un chef d'État africain en près de 20 ans, selon le conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden, Jake Sullivan.

Un article publié dans *Responsible Statecraft*, le journal en ligne du Quincy Institute, un groupe de réflexion américain, qui a annoncé prématurément le déploiement, a déclaré : « [L]es experts soutiennent que cette intervention militaire est une solution à court terme à la crise plus large en Haïti. La situation d'urgence actuelle est le résultat d'inégalités profondément ancrées dans la société haïtienne, d'une crise économique et d'un gouvernement qui ne rend de comptes à personne. Les interventions militaires peuvent calmer la violence pendant une période limitée, mais elles ne contribueront guère à en éliminer les causes sous-jacentes. »

Robert Fatton Jr., professeur à l'Université de Virginie cité par le journal, a noté que même s'il s'agit de troupes kényanes sur le terrain en Haïti, cette mission est en fin de compte organisée par les États-Unis. « Après tout, ce sont les États-Unis qui ont coparrainé une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies demandant l'approbation du Kenya pour diriger une opération multinationale de maintien de la paix, une initiative qui fait suite à des tentatives infructueuses visant à persuader le Canada et le Brésil de le faire », peut-on lire dans l'article. Il ajoute : « Washington s'est engagé à soutenir financièrement et logistiquement la mission dans le cadre d'un accord de défense signé avec le Kenya en septembre 2023. C'est alors que le Kenya s'est engagé à déployer 1 000 soldats à Port-au-Prince. »



La MSSM a été autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 2 octobre 2023, sous le prétexte de mettre fin à la « violence des gangs » pour justifier une nouvelle ingérence dans les affaires intérieures d'Haïti. La MSSM comprend également des troupes de plusieurs pays des Caraïbes entraînées par le Canada, ainsi que des forces du Bangladesh, du Bénin et du Tchad. L'approbation du Conseil de sécurité signifie que les troupes de la MSSM sont

autorisées à utiliser la force, mais les États-Unis n'ont pas été en mesure d'obtenir l'approbation d'une mission de « maintien de la paix » pleinement sanctionnée et dirigée par l'ONU.

Jake Johnston, du Center for Economic and Policy Research, a qualifié la MSSM de « modèle sans précédent pour une opération de maintien de la paix ». Il a souligné que l'ONU autorise l'intervention multinationale, mais ne dirige pas la mission elle-même, ce qui signifie que l'ONU n'a pas de contrôle direct ni de responsabilité sur le déroulement de la mission. « Le gouvernement de transition d'Haïti étant encore fragile, on ne sait pas très bien qui sera tenu responsable de l'exécution de la mission », écrit le journal.

Gazette Haïti a rapporté que l'ONU n'a pas encore reçu ou confirmé les règles d'engagement de la MSSM. Le journal écrit que des représentants anonymes du gouvernement américain ont assuré au *Miami Herald* que le Kenya et le soi-disant gouvernement transitoire d'Haïti étaient parvenus à un accord sur les règles d'engagement, « cependant, cet accord n'a pas encore été formalisé par écrit ou soumis au Conseil de sécurité des Nations unies, une condition préalable au lancement de la mission multinationale de sécurité ».

Le journal ajoute : « Bien que la mission ait été présentée comme un déploiement dirigé par le Kenya, des collaborateurs du Congrès affirment qu'en pratique, il s'agit d'une mission dirigée par les États-Unis avec de multiples acteurs. Les États-Unis, qui se sont engagés à fournir 300 millions de dollars de soutien et qui assurent le transport des troupes à Port-au-Prince, fournissent « la grande majorité des fonds ».

Selon *Gazette Haïti*, dans une lettre adressée le 17 mai au secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, obtenue par le *Miami Herald*, le sénateur républicain Jim Risch de l'Idaho et le président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, Michael McCaul, écrivent que l'administration Biden avait utilisé « une disposition pour lutter contre le trafic de drogue » dans la loi pour justifier le transfert de fonds à la mission. Ils disent : « En termes clairs, l'administration se précipite pour financer une intervention non définie et indéfinie en Haïti sans l'approbation du Congrès. » En même temps, il y a une grande sympathie parmi les Kényans pour le peuple haïtien, tandis que la MSSM est considérée par de nombreux Kényans comme une « intervention américaine externalisée » en Haïti, selon le Professeur Kenneth Ombongi, historien à l'Université de Nairobi.



Inde

Des élections qui ne résoudre rien

Des élections générales ont lieu en Inde et, comme c'est le cas dans tous les pays où le processus électoral n'assure plus l'équilibre et la stabilité du système de gouvernance, elles n'apporteront pas de solution viable à un seul des problèmes auxquels est confrontée le corps politique indien.



Rassemblement de fermiers à Barnala, Pendjab, 26 mai 2024

Sur le plan intérieur, le gouvernement Modi est connu pour son niveau élevé de corruption, ses pogroms contre les musulmans, les sikhs du Pendjab, les dalits et les adivasis, ainsi que pour ses services aux oligopoles mondiaux dont l'objectif est de déposséder les fermiers et les adivasis et de se débarrasser de tous les travailleurs qu'ils considèrent comme jetables.

À l'étranger, l'Inde est prise entre le marteau et l'enclume pour ce qui est de savoir à qui s'allier. Ses espoirs de relier ses corridors de transport, de communication, d'énergie et de sécurité à ceux du « grand Israël » de Netanyahu ne se concrétisent pas, tandis que les relations historiques avec la Russie couvent toujours, tout comme les problèmes avec la Chine, ce qui signifie que les peuples du Pakistan, du Cachemire, du Pendjab, du Népal et d'autres pays situés à cheval sur les frontières des deux pays continuent de souffrir.

Que le Bharatiya Janata Party (BJP) de Modi forme le prochain gouvernement ou qu'il soit remplacé par l'Indian National Developmental Inclusive Alliance (INDIA), une coalition du Parti du Congrès et de 16 autres partis d'opposition, avec Rahul Gandhi comme premier ministre, ces problèmes devront toujours être abordés, ce que ces élites dirigeantes font sur le dos des peuples de l'Inde qui prennent de nouveaux virages dans leur longue lutte pour affirmer leurs droits en adoptant des méthodes démocratiques de masse qui placent le pouvoir de décision entre leurs mains.

Par exemple, loin de diviser leurs rangs derrière tel ou tel parti de cartel, les fermiers de toute l'Inde posent aux politiciens des questions sur leur bilan et leurs promesses. Ils ont lancé la campagne *Jawab do hisaab do* (Répondez-nous, rendez des comptes). Dans des milliers de villages, ils ont installé des panneaux sur lesquels figurent 11 questions auxquelles ils demandent aux politiciens de répondre. S'ils n'y répondent pas, ils ne sont pas autorisés à entrer dans les villages.

Au Pendjab, le gouvernement du parti Aam Aadmi (AAP) a ordonné à la police d'attaquer les fermiers, les femmes et les autres personnes qui posent des questions aux candidats des différents partis politiques. Harinder Singh Lakhowal, membre du comité de coordination national de Samyukta Kisan Morcha (SKM), a déclaré : « La répression des fermiers par la police du Pendjab indique clairement que l'AAP agit comme l'équipe B du BJP. Nous avertissons le gouvernement de l'État de libérer les fermiers, faute de quoi nous intensifierons notre lutte. »

À la suite de l'arrestation des dirigeants des syndicats agricoles, des effigies du premier ministre Narendra Modi et du ministre en chef du Pendjab, Bhagwant Mann, ont été brûlées dans de

nombreux villages de l'État. Dans l'Haryana et le Rajasthan également, les gens chassent les candidats des villages car ils ne veulent pas engager de discussions avec la population. Le 12 mai, lors d'un *mahapanchayat* (assemblée de masse) à Haryana, des milliers de fermiers ont adopté une résolution à l'effet de continuer à poser des questions. Les femmes, les jeunes et les dalits posent des questions aux députés et aux autres dirigeants sur ce qu'ils ont fait au cours des cinq dernières années. Ils demandent également aux candidats pourquoi ils demandent maintenant le vote des fermiers après les avoir traités d'antinationaux, de khalistanais, de terroristes et de bien d'autres choses encore lors des *morchas* des fermiers.

Lors d'un *mahapanchayat* de fermiers à Sisauli, Muzaffarnagar, Uttar Pradesh (UP) le 15 mai, les fermiers ont une fois de plus décidé d'intensifier leur lutte pour *jal, jungle et jameen* (eau, forêt, terre), quelle que soit l'issue des élections. Appelant cette journée Sankalp Diwas (jour de détermination), les fermiers ont souligné qu'une bande d'oligarques représentant des intérêts privés mondiaux étroits a pris le contrôle du gouvernement central et de l'État et mènent la danse. Ils ont également déclaré qu'ils continueraient de se battre jusqu'à ce qu'ils obtiennent, à court terme, la garantie du prix minimum de soutien (MSP), tout en se battant pour que « l'agriculteur décide de la récolte » à long terme.

Lors d'une conférence de presse tenue le 18 mai, les fermiers ont averti les dirigeants du BJP de ne pas les menacer s'ils posent des questions. Ils faisaient référence à une déclaration d'un membre du parlement du BJP qui avait dit qu'ils s'occuperaient des fermiers après les élections et qu'ils leur donneraient une leçon. Les fermiers ont déclaré que ces dirigeants se comportaient comme des rois et pensaient qu'ils pouvaient écraser la population. Tout ce que nous voulons, ce sont des réponses à nos questions. Dans cette optique, les fermiers du Pendjab ont invité les représentants de tous les partis politiques à répondre à leurs questions lors d'un rassemblement à Jagraon le 21 mai.

Des milliers de fermiers se sont rassemblés à Kaithal, dans l'Haryana, le 19 mai, pour discuter de leur lutte contre l'élite dirigeante et ses tentatives de voler leurs terres. Une jeune agricultrice a souligné qu'il y a une lutte à la vie à la mort entre deux visions de l'avenir. La vision des entreprises et de l'OMC consiste à voler les terres, à pratiquer une agriculture industrielle, à transformer les fermiers en ouvriers sur leurs propres terres, à les forcer à aller dans les villes et à vivre dans des bidonvilles. Cette vision est promue par tous les partis politiques : le BJP, le Congrès, l'AAP et d'autres. La deuxième vision de l'avenir est celle des fermiers et des autres travailleurs qui veulent protéger leurs terres, recevoir un prix équitable pour leurs produits agricoles, contrôler le coût des intrants, améliorer le niveau de vie de chacun afin qu'ils ne soient pas transformés en cas de charité en recevant 5 ou 10 kilos de céréales par mois. Elle a déclaré que c'était aux fermiers et aux travailleurs de le faire. Aucun des partis politiques n'est intéressé à le faire car ils sont tous financés par les entreprises et défendent leurs intérêts.

Des milliers de fermiers ont manifesté avec des drapeaux noirs, des pancartes et des écriteaux lors des rassemblements électoraux du premier ministre Modi à Patiala, Jalandhar et Gurdaspur au Pendjab. L'armée, les forces paramilitaires et la police ont assiégé ces villes avant les rassemblements et de nombreux dirigeants des fermiers ont été arrêtés et confinés dans leurs villages. Les fermiers ont franchi les barricades et se sont rendus dans les villes. Ils voulaient poser des questions au premier ministre, mais celui-ci n'a rien voulu savoir. Comme d'habitude, il a fait de grandes déclarations, des mensonges complets, des incitations à la haine et a même prétendu que sa lignée provenait de l'un des Panj Pyaras de Guru Gobind Singh (cinq sikhs baptisés Amritdhari Khalsa qui agissent en tant que leaders institutionnalisés pour l'ensemble de la communauté sikhe). Il revendique ainsi constamment des origines divines.

Le rassemblement qui s'est tenu le 21 mai à Jagraon, au Pendjab, a été massif. Les fermiers avaient invité les candidats de tous les partis politiques à venir répondre à leurs questions, mais aucun des candidats du BJP, du Congrès, de l'AAP ou des Akalis ne s'est présenté. Les fermiers ont déclaré qu'ils poseraient des questions à Modi lorsqu'il viendrait faire de la sollicitation pour le BJP. Le 22

mai, dans une chaleur étouffante de 50 degrés Celsius, plus de 200 000 fermiers se sont rassemblés aux frontières de Shambhu, Khanauri, Ratanpuri et Dabwali, au 100e jour de leur protestation pour la garantie du MSP et d'autres revendications. Les fermiers ont déclaré que s'il fallait 100 mois pour que leurs demandes soient satisfaites, ils resteraient sur place. Ils ont décidé de poser des questions à Modi.



Rassemblement de fermiers à Jagraon, au Pendjab, le 21 mai 2024

Une fermière a fait remarquer que Modi et Rahul Gandhi prétendent tous deux qu'ils nous donneront ceci et cela. Qui sont-ils ? Nous sommes les producteurs de toutes les richesses, alors qui sont-ils pour faire ces affirmations comme s'ils nous faisaient une faveur ? Un autre fermier a déclaré que certaines personnes bien intentionnées oublient que le BJP n'est au pouvoir que depuis dix ans, alors qu'auparavant le Congrès et d'autres étaient au pouvoir depuis 60 ans; ce sont eux qui ont signé des accords avec l'Organisation mondiale du commerce et décidé de voler les terres des fermiers.

Les promesses de toutes sortes pleuvent de la part des dirigeants des partis de cartel. Modi a commencé avec ses « garanties », suivi par les « garanties » de Rahul Gandhi et aussi celles de Kejariwal une fois qu'il a été libéré de prison sous caution, les larmes aux yeux. Il y a longtemps, lors de sa « rencontre avec le destin » de 1947, Nehru a « garanti », les larmes aux yeux, qu'il essuierait les larmes de tous les yeux de l'Inde. Auparavant, la reine Victoria elle-même, qui s'était déclarée impératrice de l'Inde, avait donné la « garantie » de « la paix, l'ordre et le bon gouvernement ». Les peuples de l'Inde n'ont eu droit qu'au pillage, au saccage, aux massacres et à l'oppression. Telle est l'expérience du peuple indien depuis 166 ans. Kejariwal, Modi et Rahul Gandhi s'amusent une fois de plus à tenter en vain de détourner l'attention du corps politique. Pour prétendre représenter les peuples de l'Inde et affirmer que son parti, le Congrès, fait partie de la solution, Rahul Gandhi s'est rendu à l'évidence en déclarant qu'il acceptait que 90 % de la population n'ait pas bénéficié des politiques mises en oeuvre au cours des 70 dernières années.

En matière de gouvernance, l'État indien actuel a d'abord été créé en 1858 par les Britanniques et leurs collaborateurs locaux, les Maharajas et les Jagirdars tels que Patiala, Sindhia, les Jagat Seths et des industriels tels que Tata, Birla et d'autres. Dans le domaine économique, la Compagnie britannique des Indes orientales a créé une organisation totalitaire de haut niveau, appelée « corporation », qui a détruit les infrastructures locales et assuré la production et l'extraction pour engranger d'énormes profits. L'État indien est resté dominé et contrôlé par ces intérêts privés après l'indépendance, si bien que les populations sont plus que jamais dans une situation désespérée. Les

populations sont plus déterminées que jamais à créer de nouvelles formations et de nouveaux mécanismes qui répondent à leurs besoins et à leurs intérêts. Elles ont intensifié leur lutte pour l'affirmation des droits de tous.

Les travailleurs, les femmes, les fermiers, les ouvriers, les adivasis, les castes opprimées ont demandé un contrôle communautaire des ressources, où les gens décident eux-mêmes ce qui doit être produit, en quelle quantité et à quel prix cela doit être échangé. Dans leurs réunions de masse, les partis cartellisés n'interviennent pas dans le processus électoral et les gens participent à la prise de décision sur la ligne de conduite à adopter. C'est devenu une nécessité historique.

Lors des élections actuelles, ils cherchent à faire échouer le système actuel. S'ils parviennent à arracher quelques concessions, ils éprouveront un certain soulagement. Deuxièmement, ils sont clairs sur le fait qu'ils ne peuvent pas se faire d'illusions sur un parti ou une coalition qui arriverait au pouvoir. Au contraire, ils s'efforcent de bâtir leur unité et les organisations qui leur donnent du pouvoir et affaiblissent l'emprise des entreprises. Aucun parti de cartel n'est intéressé par cette démarche. Tous font partie du système des partis de cartel dont l'objectif est de les tenir à l'écart du pouvoir de décision.

Kisan Morcha, que les fermiers appellent l'Université Kisan, a présenté un prototype que les gens peuvent reproduire et réajuster en fonction de leurs besoins selon les conditions concrètes. L'expérience de la Self Employed Women's Association (SEWA) est un autre modèle qui a vu le jour grâce aux efforts des femmes elles-mêmes et qui offre une alternative d'économie et de prise de décision collective. Dans les zones tribales, les populations ont également créé des formations d'auto-organisation pour protéger leur accès à la terre, à l'eau et aux ressources forestières, pour la production, l'échange et la distribution. Tous ces modèles reposent sur le fait que les gens s'appuient sur leurs propres forces et tiennent l'État néocolonial, les entreprises et les cartels à l'écart de leurs formations. Ils ouvrent la voie à un avenir dont le peuple a besoin.

Les deux visions de l'Inde s'affrontent dans cette élection. Celle promue par les médias corrompus est remplie de rapports sur la suppression d'électeurs, les truquages et la violence contre le peuple.



Tribunal international des peuples sur les crimes de guerre aux Philippines

Les gouvernements américain et philippin reconnus coupables de crimes de guerre et de violations du droit international humanitaire

En réponse à la multiplication des crimes de guerre et aux préoccupations concernant les violations du droit international humanitaire aux Philippines, un Tribunal international des peuples a été convoqué à Bruxelles, en Belgique, les 17 et 18 mai, pour juger le président philippin Ferdinand Marcos Jr, l'ancien président philippin Rodrigo Duterte et le gouvernement des États-Unis.

Au cours des séances de ces deux journées, auxquelles ont assisté 200 personnes et qui ont été suivies en ligne par des milliers de personnes dans le monde entier, les participants ont entendu l'équipe de procureurs ainsi que quinze témoins, dont des victimes, des membres de la famille des victimes et des experts juridiques.

Le premier jour du Tribunal, les victimes ont témoigné des exécutions extrajudiciaires, de la torture, des enlèvements, des disparitions forcées, des attaques contre les communautés autochtones dans l'intérêt des sociétés minières étrangères et d'autres crimes commis sous la présidence Duterte.

Les assassinats ciblés de militants pour la paix et les droits humains ont également été mis en lumière.



Ariel Casilao a évoqué le meurtre brutal de Randall Echanis, consultant du Front national démocratique des Philippines (NDFP), à son domicile pendant qu'il dormait en août 2020, et a qualifié cet acte de « violation flagrante du droit international humanitaire et de toutes les lois en vigueur aux Philippines », ajoutant que « Ka Randy était un consultant non armé du NDFP. Il était un personnage clé dans les négociations de paix. »

Eufemia Cullamat a témoigné du meurtre et de la déshumanisation de sa fille, J Evelyn Cullamat, combattante de la Nouvelle armée populaire (NPA), par des membres des Forces armées des Philippines (AFP). Elle a déclaré que les soldats avaient photographié le corps de sa fille et avaient exhibé ses restes comme un « trophée de guerre ».

La militante autochtone Jeany Rose Hayahay a décrit comment les écoles publiques pour enfants autochtones de Mindanao ont été qualifiées de centres de recrutement « communistes » et que des enseignants volontaires ont été tués ou accusés de terrorisme. Sous la présidence de Duterte, la loi martiale a été imposée à Mindanao pour davantage militariser l'île méridionale et intensifier les attaques de l'État contre la population, a-t-elle souligné.

Le deuxième jour du tribunal, des victimes de l'actuel gouvernement Marcos Jr. ont témoigné. Jonila Castro, une militante écologiste enlevée par les Forces armées des AFP, a déclaré avoir été enlevée le 2 septembre 2023 avec un autre jeune militant, Jhed Tamano, tous deux détenus et torturés pendant deux semaines, puis présentés lors d'une conférence de presse comme des « rebelles communistes ». Elle a expliqué qu'ils avaient profité de l'occasion pour retourner la situation contre les AFP en disant la vérité sur leur enlèvement et les mauvais traitements subis, ce qui a contraint l'armée à les relâcher après un tollé général. Elle a souligné que ces enlèvements et abus par les AFP sont répandus et qu'il faut y mettre fin.

Emily Fausto a témoigné que ses parents, Roly et Emelda Fausto, étaient des dirigeants de l'Association des travailleurs agricoles engagés dans la lutte pour la réforme agraire au Negros Occidental lorsqu'ils ont été assassinés de sang-froid avec deux de leurs fils, Ben et Ravin, âgés respectivement de 11 et 14 ans. Emily a dit que ses parents avaient été harcelés pendant de nombreux mois par les militaires avant qu'eux et ses frères ne soient assassinés et a demandé que justice soit faite pour ce crime odieux.

Les exécutions extrajudiciaires par les AFP de combattants de la Nouvelle Armée populaire, même après leur reddition, ont été mises en évidence dans le cas d'Hannah Cesista, combattante de la NPA, qui, avec quatre autres combattants, a été assassinée lorsqu'elle s'est rendue pour protéger les enfants des civils dans les environs. Pour terroriser la population locale, les cinq jeunes ont été assassinés devant les villageois de la province de Bohol. L'accusation a pu établir, grâce aux

preuves présentées, que les accusés s'étaient délibérément livrés à des violations flagrantes du droit international humanitaire lors de leurs attaques contre le peuple philippin. Elle a également établi que le gouvernement américain a joué un rôle clé en permettant ces crimes, notamment les exécutions extrajudiciaires, les bombardements aveugles, le déplacement de communautés autochtones, le blocage de l'aide humanitaire, les dommages causés à l'environnement, la torture, la profanation des morts, la détention illégale et d'autres crimes.

Après avoir examiné le dossier de l'accusation, les récits des témoins et les preuves présentées, le jury composé de cinq membres – Lennox Hinds, professeur de droit à l'Université Rutgers et ancien conseiller juridique du Congrès national africain; Suzanne Adely, présidente de la National Lawyers Guild des États-Unis; Séverine De Laveleye, membre de la Chambre des représentants de Belgique; Julen Arzuraga Gumuzio, membre du Parlement basque; et l'archevêque Joris Vercamen, ancien membre du Comité central du Conseil oecuménique des églises – a trouvé Ferdinand Marcos Jr, l'ancien président Rodrigo Duterte, le gouvernement de la République des Philippines (GRP) et le gouvernement des États-Unis coupables de crimes de guerre contre le peuple philippin et de violations du droit international humanitaire.



Le procureur principal, Jan Fermon, a noté que « le verdict de ce tribunal donnera au peuple philippin et à ses alliés à travers le monde les moyens d'exiger que les responsables de ces crimes odieux rendent des comptes ». La professeure de droit Marjorie Cohn, l'un des témoins experts du tribunal, a fait remarquer : « Je tiens à souligner que les tribunaux populaires, bien que de nature politique, peuvent servir de forums alternatifs et constituer un dossier populaire pour les litiges futurs, tant au niveau national qu'international. Les fonctionnaires du gouvernement philippin et du gouvernement américain qui ont permis la perpétration de ces crimes devraient être tenus pour responsables devant les tribunaux nationaux en vertu du principe de la compétence universelle. »

Le verdict rendu par le Tribunal international du peuple sur les crimes de guerre aux Philippines est une victoire pour le peuple philippin et pour les peuples du monde entier. Il isolera davantage les impérialistes américains et leurs hommes de main aux Philippines. Il met en lumière et soumet à l'opinion publique mondiale les crimes du régime États-Unis-Marcos Jr. aux Philippines et les crimes du précédent gouvernement de Rodrigo Duterte, et renforcera la demande de justice, de responsabilité et de mettre fin une fois pour toutes à ces crimes de guerre et à ces violations du droit humanitaire international.

(Avec des fichiers du Tribunal international du peuple et de la Coalition internationale pour les droits de l'homme aux Philippines)



